

A photograph of three children in a refugee camp. A girl in a yellow dress with black polka dots is holding a younger child in a pink shirt. Another girl in a yellow dress is in the foreground, smiling. The background shows a sandy area with some debris and a white container.

APERÇU 20 DE LA SITUATION HUMANITAIRE 17 MONDIALE

APPEL CONSOLIDÉ POUR SOUTENIR
LES PERSONNES AFFECTÉES PAR DES
CATASTROPHES ET DES CONFLITS

Remerciements

La présente publication a été réalisée par le Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA) en collaboration avec les partenaires humanitaires à travers le monde.

OCHA remercie les organisations, les partenaires et les donateurs qui ont contribué à l'Aperçu de la situation humanitaire dans le monde en 2017 et font régulièrement rapport au Service de Surveillance Financière (FTS). FTS est la source des mises à jour sur les financements contenues dans la présente publication.

Couverture avant

Le camp de réfugiés d'Obok abrite des milliers de familles yéménites ayant fui les conflits. La température peut atteindre 50 degrés centigrade en été.

Crédit: OCHA/Charlotte Cans

Pour plus d'informations, veuillez prendre contact avec la Section de soutien aux efforts de mobilisation des ressources, PRMB, OCHA, sur rmss-ocha@un.org.

Les désignations employées et la présentation des éléments dans le présent rapport ne signifient pas l'expression de quelque opinion que ce soit de la part du Secrétariat des Nations Unies concernant le statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone ou de leurs autorités ou concernant la délimitation de ses frontières ou de ses limites.

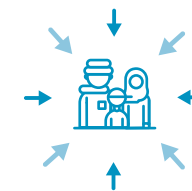


www.humanitarianresponse.info/appeals
www.unocha.org/stateofaid
fts.unocha.org

APERÇU 20 DE LA SITUATION HUMANITAIRE 17 MONDIALE



128,6
millions
TOTAL DES PERSONNES
DANS LE BESOIN



92,8
millions
TOTAL DES PERSONNES
DEVANT RECEVOIR UNE AIDE



\$22,2
milliards
TOTAL DES BESOINS DE FINANCEMENT

Table des matières

Section

01

INTRODUCTION
ET CONTEXTE

Avant-propos	2
Aperçu de la réponse humanitaire en 2017: En un coup d’œil	4
Résumé analytique	5
Exemples de personnes bénéficiaires en 2016	6
Plans de réponse dans le monde	8
Aperçu et analyse des financements	10
Vers une planification pluriannuelle	12
Localisation: Renforcement des acteurs nationaux	13
Consolidation de la résilience dans la réponse aux situations d’urgence: El Niño/La Niña	14
Plan d’action du Comité Permanent Inter-Organisations Régional (RIASCO)	14
Planification collaborative pour une réponse optimale	16

Section

02

PLANS DE RÉPONSE

Plans de Réponse Humanitaire	18
Afghanistan	19
Burundi	20
Cameroun	20
République centrafricaine	21
Chad	22
République démocratique du Congo	22
Djibouti	23
Ethiopie	23
Haïti	24
Irak	25
Libye	26
Mali	26
Myanmar	27
Niger	27
Nigeria	28
Territoire palestinien occupé	29
Somalie	30
Soudan du Sud	30
Soudan	31
Syrie	31
Ukraine	32
Yémen	32
Autres Plans de Réponse	33
Burkina Faso	34
Mauritanie	34
Sénégal	34
Plans Régionaux de Réponse	35
Plan Régional de Réponse pour les Réfugiés du Burundi	36
Plan Régional de Réponse pour les Réfugiés du Nigeria	36
Plan Régional de Réponse pour les Réfugiés du Soudan du Sud	37
Plan Régional pour les Réfugiés et la Résilience de la Syrie	37

Section

03

SAUVER DES
VIES GRÂCE A UN
FINANCEMENT VITAL

Fonds Central d’Intervention d’Urgence (CERF)	39
Fonds de Financement Commun pour les Pays (CBPF)	40
Comment pouvez-vous vous engager en 2017	41
Service de Surveillance Financière (FTS)	42

INTRODUCTION
ET CONTEXTE

Avant-propos
Aperçu de la réponse humanitaire dans le monde en 2017: En un coup d’œil
Résumé analytique
Exemples de personnes bénéficiaires en 2016
Plans de réponse dans le monde
Aperçu et analyse des financements
Vers une planification pluriannuelle
Localisation: Renforcement des acteurs nationaux
Consolidation de la résilience dans la réponse aux situations d’urgence: El Niño/La Niña
Plan d’action du Comité Permanent Régional Inter-Organisations Régional (RIASCO)
Planification collaborative pour une réponse optimale

Section

01

Avant-propos

Stephen O'Brien

Secrétaire Général Adjoint aux Affaires

Humanitaires et Coordonnateur des

Secours d'Urgence

“La Résolution 46/182 des Nations Unies reste aussi pertinente et fondamentale aujourd’hui qu’en décembre 1991 et les principes d’humanité, de neutralité, indépendance et d’impartialité qu’elle contient continuent de guider une assistance humanitaire stratégique, coordonnée et efficace aux personnes qui en ont besoin”

À travers le monde, un écosystème croissant d'acteurs humanitaires allant des communautés locales aux gouvernements nationaux, des organisations internationales au secteur privé, dispense une assistance et une protection vitales aux personnes qui en ont besoin. Leur travail est plus nécessaire et plus courageux que jamais. Plus de 128,6 millions de personnes ont besoin actuellement d'une assistance humanitaire dans 33 pays. En 2017, la communauté internationale a besoin de 22,2 milliards de dollars pour répondre aux besoins des 92,8 millions de personnes les plus vulnérables.

Au cours des 12 derniers mois, les acteurs humanitaires ont sauvé, protégé et soutenu plus de personnes que les années passées depuis l'avènement des Nations Unies. En 2016, les appels de fonds ont été plus importants que jamais auparavant. Mais aussi, au moment où nous parlons, plus de personnes ont des besoins humanitaires, essentiellement en raison des crises prolongées qui durent de plus en plus longtemps. Il est déplorable qu'avec l'escalade persistante des besoins humanitaires, l'écart se creuse davantage entre ce qui doit être fait pour sauver et protéger un plus grand nombre de personnes actuellement et les financements que les humanitaires reçoivent pour le faire et pouvoir y accéder.

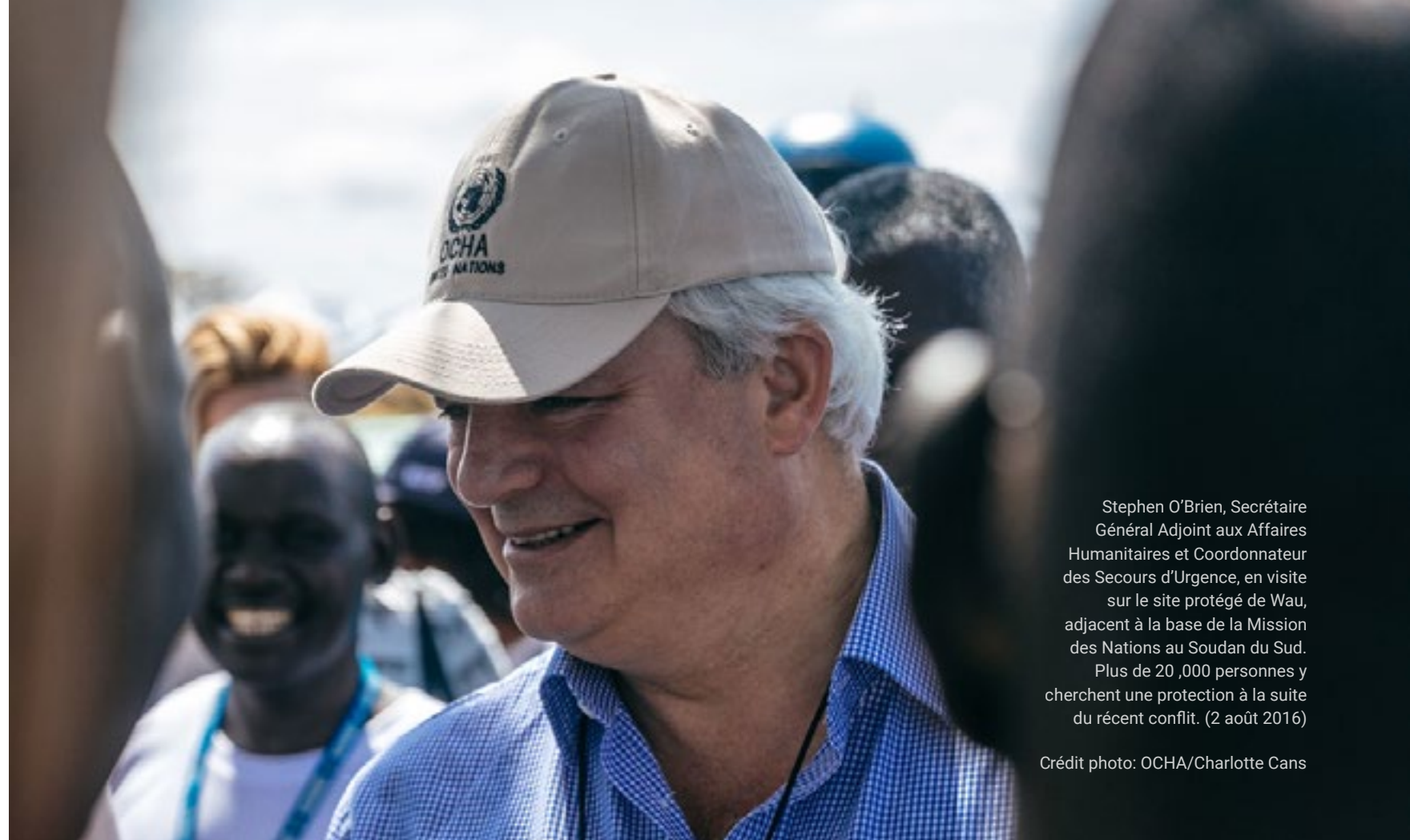
Cet Aperçu de la situation humanitaire mondiale 2017 coïncide avec le 25ème anniversaire de la Résolution 46/182 de l'Assemblée générale qui a posé les fondements de l'écosystème humanitaire d'aujourd'hui. Ce système résulte d'une série continue de catastrophes subites, de conflits, de sécheresses et d'autres situations d'urgence illustrant la nécessité d'organisations humanitaires internationales qui répondent de manière collaborative, stratégique et efficace en faisant le meilleur usage des ressources disponibles.

La Résolution 46/182 des Nations Unies reste aussi pertinente et fondamentale aujourd'hui qu'en décembre 1991 et les principes d'humanité, de neutralité, indépendance et d'impartialité qu'elle contient continuent de guider une assistance humanitaire stratégique, coordonnée et efficace aux personnes qui en ont besoin.

Cette résolution a marqué une étape décisive pour les Nations Unies et leurs partenaires. Elle reste aussi pertinente et fondamentale aujourd'hui qu'en décembre 1991 et les principes d'humanité, de neutralité, indépendance et d'impartialité qu'elle contient continuent d'orienter le travail humanitaire. Les structures, les responsabilités et les outils qu'elle a créés, comme les appels consolidés, demeurent capitaux pour

notre travail. Les États membres ont fondamentalement compris qu'une coordination effective a un effet multiplicateur sur la force de l'action humanitaire.

Cette année, le Sommet humanitaire mondial a témoigné de l'immense effort déployé par toutes les parties prenantes pour faire avancer cette vision en la faisant mieux répondre aux besoins humanitaires et réduire la vulnérabilité. Ce Programme d'action pour l'humanité annonce un changement, une transformation et une plus grande détermination des humanitaires à ne laisser personne de côté. Cette tâche est cruciale puisque les besoins humanitaires continuent d'augmenter et que les efforts humanitaires sont entravés par la réduction de l'accès, l'irrespect croissant des droits humains et les violations flagrantes du droit international humanitaire. Les travailleurs humanitaires sont de plus en plus exposés à un risque d'attaques ciblées. Avec le changement climatique, les catastrophes naturelles devraient devenir plus fréquentes, plus violentes et plus graves ; et les crises causées par l'homme pourraient se prolonger davantage. Il y a tout de même des changements positifs: le nombre croissant d'acteurs locaux, nationaux et internationaux, les ressources financières et concrètes plus importantes, les nouvelles technologies de communications et de cartographie



Stephen O'Brien, Secrétaire Général Adjoint aux Affaires Humanitaires et Coordonnateur des Secours d'Urgence, en visite sur le site protégé de Wau, adjacent à la base de la Mission des Nations au Soudan du Sud. Plus de 20 ,000 personnes y cherchent une protection à la suite du récent conflit. (2 août 2016)

Crédit photo: OCHA/Charlotte Cans

et un plus grand nombre de pays ayant la volonté politique et des mécanismes en place pour se préparer à une réponse aux catastrophes. Nous devons accélérer les changements positifs pour relever les défis de 2017 et au-delà.

Le « Grand Bargain » et la « nouvelle manière de travailler » impliquant un engagement global et collectif dans la réponse aux crises sont des composantes essentielles du Programme d'action pour l'humanité. Nous mettons tout en œuvre pour l'amélioration des évaluations des besoins et de l'analyse conjointe. Nous accélérons certaines dispositions existantes pour les Plans de réponse humanitaire (HRP) pour 2017 avec, par exemple, la planification et le financement pluriannuels des crises prolongées en alignant ainsi les besoins humanitaires immédiats sur le droit de survivre et de prospérer. En août, l'Equipe humanitaire pays de la République démocratique du Congo (RDC) a conçu un plan triennal venant compléter les éléments de l'action humanitaire, du développement et du maintien de la paix. La République centrafricaine (RCA), le Cameroun, la Somalie, le Soudan et le Tchad présentent également des plans triennaux pour 2017.

Les organisations humanitaires sont profondément reconnaissantes aux donateurs pour leur soutien et leur générosité continus et inébranlables en 2016. Au 30 novembre 2016, un total de 96,2 millions de personnes a été ciblé dans 40 pays par des appels consolidés portant sur 22,1 milliards de dollars. Un total de 11,4 milliards de dollars a été fourni par des donateurs en réponse à ces appels. Il n'en demeure pas moins que le déficit de financement de l'action humanitaire s'élève à 10,7 milliards de dollars. Nous sommes reconnaissants de l'immense contribution des États membres qui ont accueilli des conférences pour l'annonce de contributions en 2016, notamment la Conférence de Londres sur le soutien à la Syrie et à la région, et qui ont préconisé la Conférence d'appel à contributions en appui à l'Irak et le Sommet pour les réfugiés et les migrants au cours desquels les participants se sont engagés à augmenter leur contribution financière aux Plans de réponse humanitaire.

Au vu de l'augmentation des besoins humanitaires, nous appelons tout le monde à intensifier le financement humanitaire non affecté en appui aux Plans de réponse humanitaire

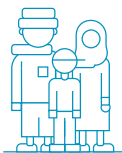
stratégiques, efficaces et priorités. Il s'agit après tout d'une optimisation des financements permettre à un plus grand nombre de vies d'être sauvées, protégées et soutenues. Cette optimisation accorde aussi aux organisations humanitaires la flexibilité nécessaire pour assurer une couverture adéquate à tous les secteurs de la réponse humanitaire. J'encourage aussi les donateurs à investir dans le Fond central d'intervention pour les urgences humanitaires (CERF) et dans les fonds de financement commun pour les pays (CBPF) qui permettent un financement opportun et souple de la réponse aux crises humanitaires soudaines ou qui s'aggravent.

Je demeure persuadé de notre volonté collective d'explorer toutes les possibilités de dispense de l'aide d'une nécessité vitale à des dizaines de millions de femmes, d'hommes et d'enfants qui méritent de vivre dans la dignité et dans la sécurité.

¹ En outre, l'indépendance des objectifs politiques, économiques, militaires ou autres a été reconnue comme étant un important principe directeur pour la dispense d'assistance humanitaire en 2003 – A/RES/58/114.

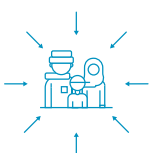
RÉPONSE HUMANITAIRE MONDIALE

2017 EN UN COUP D'ŒIL



128,6
millions

TOTAL DES PERSONNES
DANS LE BESOIN



92,8
millions

TOTAL DES PERSONNES
DEVANT RECEVOIR UNE AIDE*



\$22,2
milliards

BESOINS TOTAUX

	PLANS DE REPOSE	NOMBRE DE PERSONNES DANS LE BESOIN	NOMBRE DE PERSONNES DEVANT RECEVOIR UNE AIDE	DEVANT RECEVOIR UNE AIDE	DANS LE BESOIN				
				<div><div></div></div>	<div><div></div></div>				
Plans de Réponse Humanitaires									
				0	20	40	60	80	100%
	Afghanistan	9,3 M	5,7 M	<div><div></div></div>	<div><div></div></div>				
	Burundi	3 M	1 M	<div><div></div></div>	<div><div></div></div>				
	Cameroun	2,9 M	1,2 M	<div><div></div></div>	<div><div></div></div>				
	Djibouti	245k	244,9k	<div><div></div></div>	<div><div></div></div>				
	Ethiopie	5,6 M	5,6 M	<div><div></div></div>	<div><div></div></div>				
	Haïti**	2,5 M	2,2 M	<div><div></div></div>	<div><div></div></div>				
	Irak**	11 M	5,8 M	<div><div></div></div>	<div><div></div></div>				
	Libye	1,3 M	941k	<div><div></div></div>	<div><div></div></div>				
	Mali	3,7 M	1,4 M	<div><div></div></div>	<div><div></div></div>				
	Myanmar	525k	525k	<div><div></div></div>	<div><div></div></div>				
	Niger	1,9 M	1,5 M	<div><div></div></div>	<div><div></div></div>				
	Nigeria	8,5 M	6,9 M	<div><div></div></div>	<div><div></div></div>				
	République centrafricaine	2,2 M	1,6 M	<div><div></div></div>	<div><div></div></div>				
	République démocratique du Congo	7,3 M	6,7 M	<div><div></div></div>	<div><div></div></div>				
	Somalie	5 M	3,9 M	<div><div></div></div>	<div><div></div></div>				
	Soudan du Sud***	6,1 M	5,1 M	<div><div></div></div>	<div><div></div></div>				
	Soudan***	5,8 M	4,6 M	<div><div></div></div>	<div><div></div></div>				
	Syrie**	13,5 M	12,8 M	<div><div></div></div>	<div><div></div></div>				
	Tchad	4,6 M	2,7 M	<div><div></div></div>	<div><div></div></div>				
	Territoire palestinien occupé	2 M	1,6 M	<div><div></div></div>	<div><div></div></div>				
	Ukraine**	3,8 M	2,6 M	<div><div></div></div>	<div><div></div></div>				
	Yémen**	18,8 M	10,3 M	<div><div></div></div>	<div><div></div></div>				
Autres Appels****									
	Burkino Faso**	860,6k	477,9k	<div><div></div></div>	<div><div></div></div>				
	Mauritanie**	539k	416k	<div><div></div></div>	<div><div></div></div>				
	Sénégal	881k	379,1k	<div><div></div></div>	<div><div></div></div>				
Plans de Réponse Régionaux									
	Plan Régional de Réponse pour les Réfugiés du Burundi	534k	534k	<div><div></div></div>	<div><div></div></div>				
	Plan Régional de Réponse pour les Réfugiés du Nigeria	443k	443k	<div><div></div></div>	<div><div></div></div>				
	Plan Régional de Réponse pour les Réfugiés du Soudan du Sud	1,9 M	1,9 M	<div><div></div></div>	<div><div></div></div>				
	Plan Régional pour les Réfugiés et la Résilience de la Syrie	4,7 M	4,7 M	<div><div></div></div>	<div><div></div></div>				

*Le nombre de personnes ciblées est atteint par une priorisation et l'évaluation des capacités et de l'accès ainsi que par l'estimation de l'écart entre ce qui peut être couvert par les acteurs nationaux et ce que doit fournir la communauté internationale.
**Les chiffres cités sont des estimations au 30 novembre 2016.

***Les chiffres estimés sont cités sur la base des chiffres de 2016.
****Les plans d'action humanitaire élaborés pour 2016 comme mesure transitoire stratégiquement alignée sur les cadres de résilience et de développement.

Résumé Analytique

En 2017, les partenaires humanitaires auront besoin de 22,2 milliards de dollars pour répondre aux besoins de 92,8 millions de personnes dans 33 pays. L'appel initial pour 2016 était de 20,1 milliards de dollars pour répondre aux besoins de 87,6 millions de personnes dans 37 pays. Le contraste est saisissant avec les 2,7 milliards de dollars des six premiers appels humanitaires inter-agence

en 1992. Le dernier quart de siècle a connu un virage accablant dans la fréquence, l'échelle et la magnitude des situations d'urgence humanitaire. Les crises en Afghanistan, au Burundi, en République démocratique du Congo, en Somalie et au Soudan font l'objet d'appels pratiquement tous les ans. Tel est également le cas depuis le tournant du millénaire pour la RCA, l'Irak, le Tchad et le territoire palestinien occupé.

A l'approche de 2017, ces mêmes pays et de nombreux autres sont immergés dans des conflits et ont besoin d'urgence d'une réponse multidimensionnelle. En Afghanistan, par exemple, les besoins augmentent par suite des déplacements massifs et de la prolongation du conflit. Au Burundi, la crise politique continue à s'approfondir et le nombre de personnes ayant besoin d'un soutien urgent a triplé pour passer à 3 millions. Environ 1,2 million de personnes, dont 80% sont des femmes et des enfants, ont fui le Soudan du Sud, en en faisant le plus important mouvement de réfugiés en Afrique.

Les organisations d'aide en Syrie prévoient que les besoins de protection et humanitaires augmenteront de manière exponentielle si les hostilités continuent en l'absence de solution politique. Dans le bassin du Lac Tchad, la violence de Boko Haram provoque une instabilité et une insécurité et rien ne semble annoncer une solution politique prochaine.

L'accès humanitaire est gravement entravé et sa complexité s'est aggravée dans des pays comme l'Irak, le Soudan

du Sud, la Syrie et le Yémen, empêchant les humanitaires de s'acquitter de leur travail et laissant les personnes affectées sans services ni protection de base.

Les mines, les restes explosifs de guerre et les dispositifs explosifs improvisés empêchent l'accès humanitaire et menacent la vie des populations vulnérables dans les régions affectées par des conflits. Parallèlement aux efforts des Irakiens pour reconstruire leur vie suite à la campagne militaire sur Mosul, le déminage sera essentiel pour la sécurité de leur retour et pour garantir que les écoles, les hôpitaux et les infrastructures fonctionnent de manière satisfaisante.

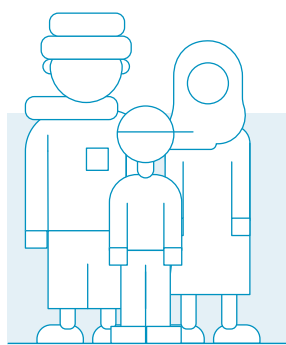
L'insécurité alimentaire et la malnutrition continueront à guider le besoin humanitaire. Dans tout le Sahel, des centaines de milliers de foyers vivent dans des conditions de précarité inacceptables. L'insécurité alimentaire, la malnutrition aiguë, les maladies et les catastrophes sont une réalité pour des millions de personnes. Le conflit dans la région et dans les pays frontaliers a déraciné de nombreuses personnes de leur foyer et de leurs moyens de subsistance en les forçant à dépendre d'une assistance extérieure. Quand des vulnérabilités chroniques guident les besoins humanitaires, les humanitaires collaborent avec les acteurs du développement pour « passer de la dispense d'aide à la fin des besoins ». En 2017, les Plans de travail humanitaires transitoires du Burkina Faso, de la Mauritanie et du Sénégal seront stratégiquement alignés sur des cadres de résilience et de développement.

Au Sommet humanitaire mondial, la communauté humanitaire a résolu de changer son mode de travail afin de s'adapter à l'évolution du contexte opérationnel pour pouvoir répondre aux besoins des personnes affectées. Six pays doivent élaborer des plans pluriannuels en 2017 pour permettre aux partenaires de prendre plus efficace-

ment en compte les besoins consécutifs aux crises prolongées. La planification pluriannuelle et les Plans de réponse humanitaire sont destinés à accroître les chances d'un impact et d'une responsabilité collectifs plus importants.

Les agences et les partenaires des Nations Unies comptent particulièrement sur le soutien pluriannuel et non affecté des donateurs pour assurer une réponse opportune. Un financement lent, retardé et imprévisible, doté de critères d'affectation stricts peut avoir de très graves conséquences. En Ukraine, par exemple, un financement inadéquat a causé des retards majeurs, des interruptions et l'abandon d'activités cruciales comme les cliniques de santé mobiles et les services dans des zones difficiles d'accès. Le maintien de liens de transport pour les secours humanitaires aux personnes vulnérables au Mali a été sérieusement mis à mal en 2016. Au Yémen, le manque de financement, les contributions impayées et les obstacles bureaucratiques limitent la capacité des partenaires humanitaires à empêcher un nombre incalculable d'enfants de mourir de faim. Si des fonds suffisants ne sont pas assurés pour la RDC, 4,3 millions de personnes seront confrontées à un risque accru de morbidité ou de mort en raison de la malnutrition, des pénuries alimentaires et des épidémies.

En 2017, l'assistance humanitaire d'urgence sera nécessaire en Ethiopie, en Somalie, en Haïti et en Afrique Australe en raison des manifestations d'El Niño et de La Niña qui lui a succédé. En Afrique Australe, El Niño a causé un déficit de production de 9,3 millions de tonnes de céréales et de graves pénuries d'eau. Ici comme ailleurs, le manque d'action face aux crises alarmantes indiquées dans l'Aperçu de la situation humanitaire dans le monde en 2017 pourrait aboutir à une crise humanitaire beaucoup plus étendue avec des répercussions dévastatrices sur la vie, les moyens de subsistance et la sécurité.



Exemples de personnes bénéficiaires en

2016

Coup d'œil sur l'aide humanitaire fournie dans le monde

73% de personnes souffrant d'insécurité alimentaire extrême dans les zones d'**Haïti** affectées par l'ouragan Matthew ont reçu une assistance alimentaire.

98.5% d'abris traditionnels et en banco ont été restaurés et construits pour soutenir les personnes vulnérables dans le nord du **Mali**.

Plus de **4 millions** de personnes en **Syrie** ont reçu des articles non-alimentaires comme des couvertures, des ustensiles de cuisine, des conteneurs à eau, des trousses d'hygiène et des bâches en plastique cette année.

110 familles en moyenne, rentrant en **Afghanistan** du **Pakistan**, ont reçu des rations alimentaires et des articles ménagers tous les jours.

Des fournitures scolaires ont été distribuées à **1,7 million** d'élèves dans neuf régions de l'**Ethiopie**.

973 019 personnes au **Nigeria** ont reçu des produits alimentaires et agricoles et du bétail.

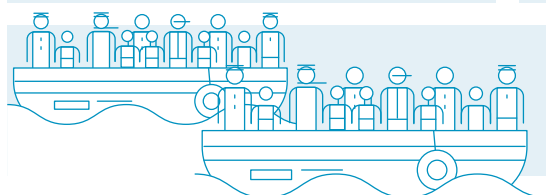
1 000 agents nationaux formés à la gestion et à la coordination de camp au **Nigeria** et en **Equateur**.

1,18 million de personnes en **Syrie** ont reçu une protection, notamment en matière d'évacuation et d'assistance juridique.

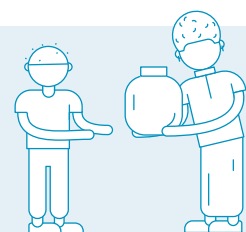
72 968 personnes dans les États de Kachin et de Shan, au **Myanmar**, ont accès aux services de protection minimum disponibles.

283 975 individus ont reçu une assistance sous forme d'abris/articles non-alimentaires en **Haïti** suite à l'ouragan.

Zéro nouveau cas de choléra déclaré en **République centrafricaine** en octobre 2016.



11 271 individus secourus dans les eaux libyennes depuis janvier 2016.



30 000

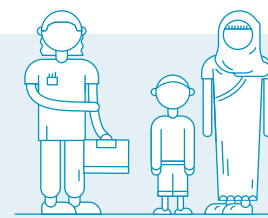
litres d'eau distribués à des personnes déplacées au nord et au sud de Gaalkacyo, **Somalie**.

En un mois seulement, **77 173** personnes déplacées dans la région du Lac, au **Chad**, ont reçu une assistance humanitaire.

78% des ménages réfugiés originaires de la **République centrafricaine** vivent aujourd'hui dans des habitations adéquates.

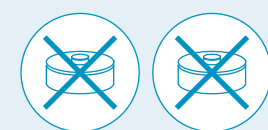
4 centres d'encaissement à Herat, Jalalabad, Kaboul et Kandahar, en **Afghanistan**, accordent des subventions aux retournés du **Pakistan**.

5,1 millions de patients ont fait l'objet d'une attention médicale en **Syrie**.



1,2 million

de jeunes enfants et de jeunes femmes ont fait l'objet d'une attention médicale au **Soudan**.



27 millions

de mètres carrés de terres libérés de la menace de mines et de débris explosifs de guerre au **Soudan du Sud**.

75% d'enfants non accompagnés affectés par la **crise en Nigeria** ont bénéficié d'un soutien au **Cameroun**, au **Niger** et au **Tchad**.

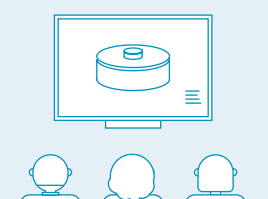
5,8 millions de doses de vaccin contre la fièvre jaune distribuées à Kinshasa, en **République démocratique du Congo** et dans les provinces de la RDC frontalières de l'**Angola**.

83% des ménages en Cisjordanie, **Territoire palestinien occupé**, dont les habitations ont été démolies ou endommagées, ont reçu une assistance immédiate en abris /articles non-alimentaires.

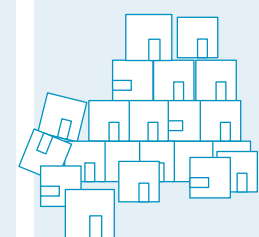


25 629

munitions encore non-explosées (UXO) détruites dans la **République démocratique du Congo**.

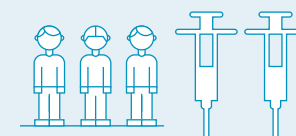


Plus de **13 millions** de spectateurs ont visionné des vidéos sur l'éducation aux risques sur cinq chaînes de télévision nationales en **Ukraine**.



La quantité d'articles non-alimentaires reçus par les ménages au **Cameroun**, au **Niger** et au **Tchad**, affectés par la **crise au Nigeria**, a dépassé la cible

>100%



9,500+

enfants déplacés originaires de Mossoul, en **Irak**, vaccinés contre la poliomyélite et la rougeole.

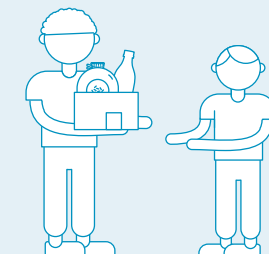


100 000

personnes reçoivent une eau saine chaque jour dans les régions d'**Haïti** affectées par l'ouragan.

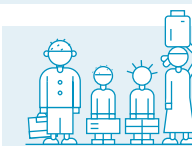
1,9 million

de personnes affectées par la **crise en Syrie** ont reçu une assistance alimentaire en **Egypte**, en **Irak**, en **Jordanie**, au **Liban** et en **Turquie**.



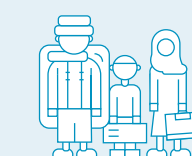
Plus de **3 millions**

de personnes dans 17 gouvernorats du **Yémen** ont bénéficié d'une assistance alimentaire d'urgence en mars 2016.



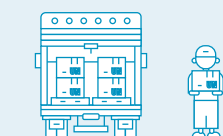
508 664

réfugiés sud-soudanais enregistrés en **Ouganda**, au **Kenya**, en **Ethiopie**, en **RDC**, en **RCA** et au **Soudan**.



25,000+

personnes déplacées de Mossoul, en **Irak**, ont reçu une assistance d'urgence en 48 heures.



1,9 million

de bénéficiaires ont reçu une éducation au risque de mines en **Syrie**.

Chaque jour, jusqu'à

200

trousses de prévention du choléra avec des tablettes de purification d'eau, du savon et des sels de réhydratation orale distribués en **Haïti**.

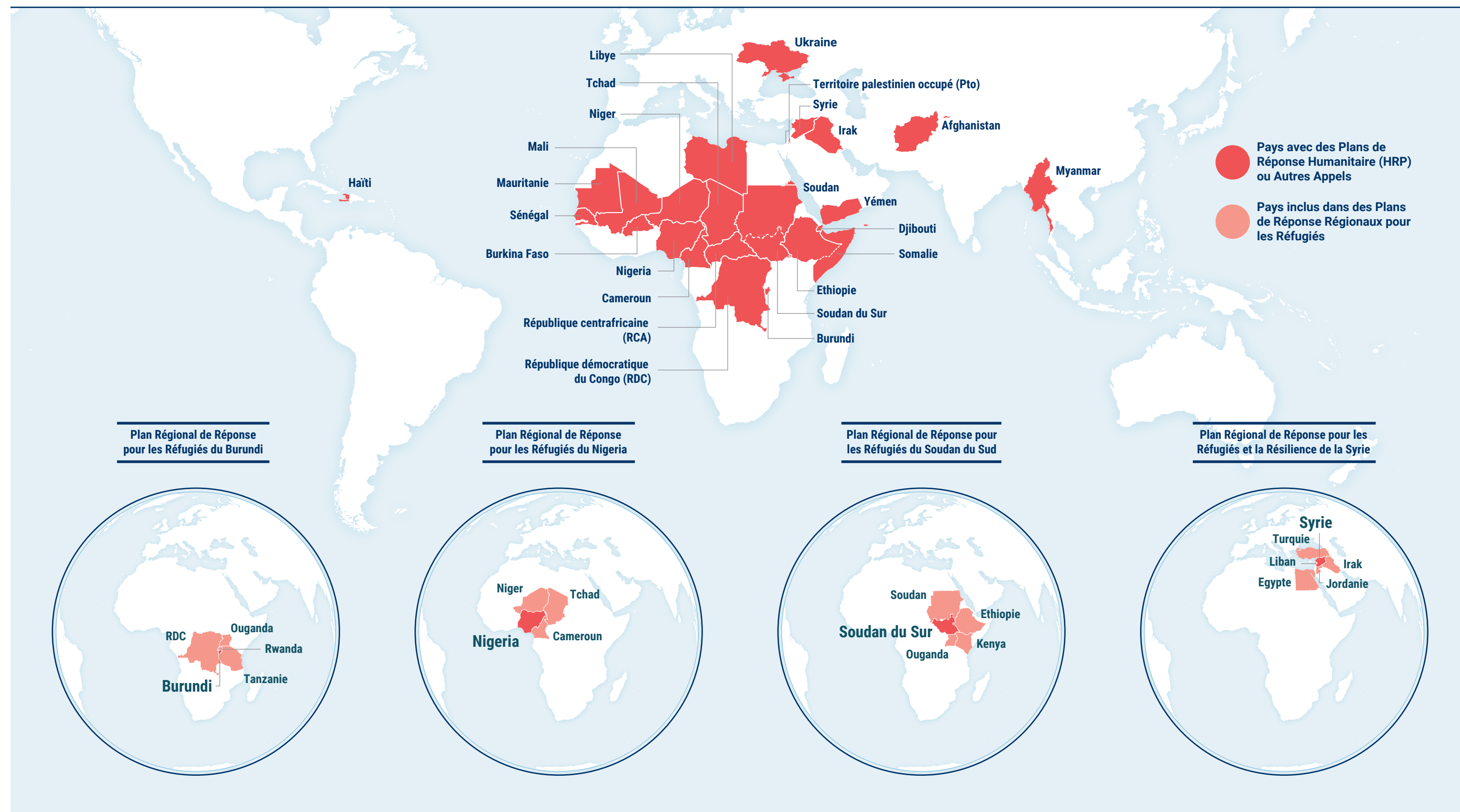
PLANS DE RÉPONSE DANS LE MONDE

33 PAYS AFFECTÉS

22 PLANS DE RÉPONSE HUMANITAIRE

4 PLANS RÉGIONAUX DE RÉPONSE POUR LES RÉFUGIÉS

3 AUTRES APPELS



APERÇU ET ANALYSE DES FINANCEMENTS

En 2017, les partenaires humanitaires auront besoin de 22,2 milliards de dollars pour répondre aux besoins de plus de 93 millions de personnes dans 33 pays. Il s'agit d'estimations préliminaires de certains pays devant connaître des changements dans les semaines à venir avec la conclusion du processus de planification pour 2017. Les 29 plans de réponse (HRP) du présent Aperçu étaient également tous inclus l'année dernière. Les HRP de la Gambie, du Guatemala, du Honduras et les plans régionaux de réponse pour les réfugiés de la République centrafricaine et du Yémen sont les seuls plans de l'année dernière qui ne seront pas poursuivis en 2017.

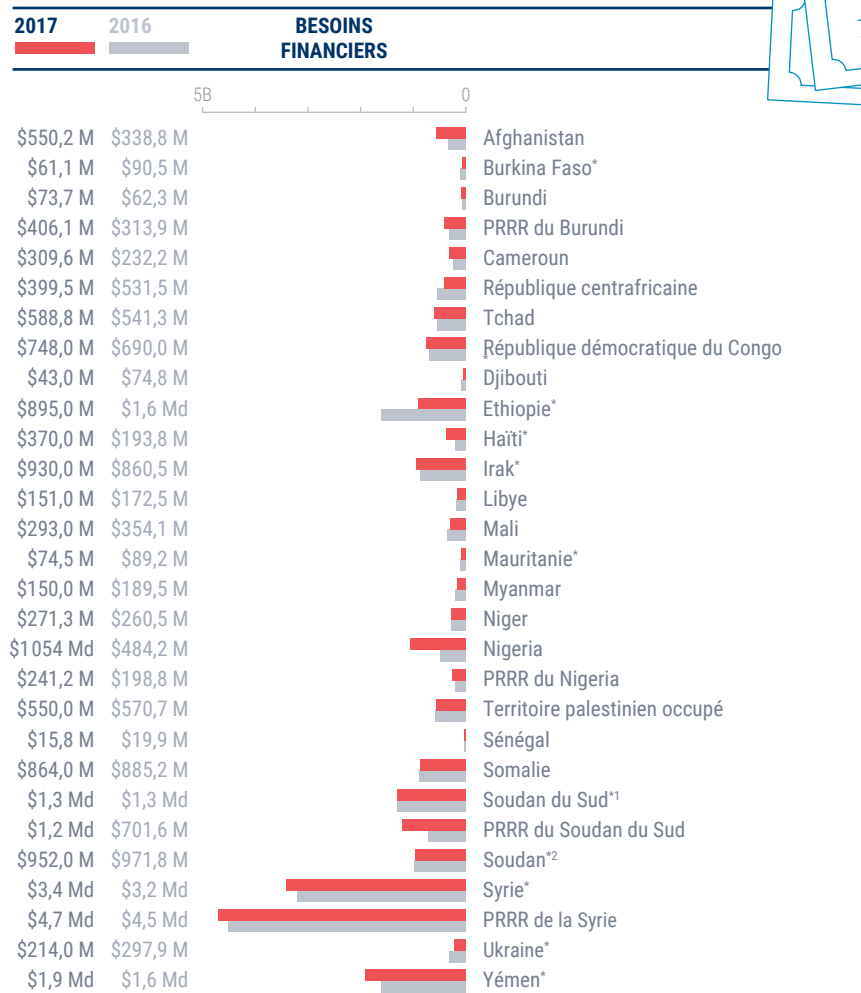
En comparaison avec 2016, les besoins actuels de la moitié des appels ont augmenté, les augmentations les plus importantes étant pour le Nigeria, Haïti (en raison de l'ouragan de 2016) et l'Afghanistan. Cinq plans demandent plus d'1 milliard de dollars chacun (HRP de la Syrie, 3RP de la Syrie, Soudan du Sud, Yémen et Nigeria) et neuf plans demandent de 500 millions à 1 milliard de dollars (Afghanistan, République démocratique du Congo, Tchad, Ethiopie, Irak, Territoire palestinien occupé, Somalie, RRP du Soudan du Sud et Soudan).

En 2016, le financement mondial global des activités humanitaires rapporté au FTS avait atteint 20,4 milliards de dollars à la fin du mois de novembre. Ce montant global inclut 11,5 milliards de dollars alloués aux HRP et aux plans régionaux pour les réfugiés coordonnés ainsi que 8,9 milliards de dollars attribués à des activités ou à des acteurs extérieurs à ces plans. Le financement des quatre premières urgences – la Syrie et sa région, l'Irak, le Yémen et le Soudan du Sud – représente la moitié du financement humanitaire de l'année.

A la fin du mois de novembre, les besoins financiers des appels inter-organisations n'étaient qu'à moitié couverts, les besoins n'étant pas couverts à hauteur de 10 milliards de dollars. Les trois Appels éclairs émis en réponse à des catastrophes naturelles – Équateur, Fidji et Haïti – ont reçu moins de la moitié de leurs besoins de 250 millions de dollars.

Total des besoins de financement

\$22,2 milliards



Les Plans de Réponse de 2016 ne sont pas inclus dans l'Appel de 2017

\$152,1 M	Appel Éclair Afghanistan
\$345,7 M	PRRR de la RCA
\$11,5 M	Gambie
\$56,7 M	Guatemala
\$139,0 M	Appel Éclair Haïti
\$44,2 M	Honduras
\$10,7 M	Appel Éclair Libye
\$283,7 M	Appel Éclair Mossoul
\$4,9 M	Sahel
\$94,1 M	PRRR du Yémen
\$352,3 M	Zimbabwe

* Ces chiffres sont des estimations dans l'attente de la finalisation du HRP 2017.

¹ Les chiffres cités sont pour 2016 et sont en cours d'actualisation.

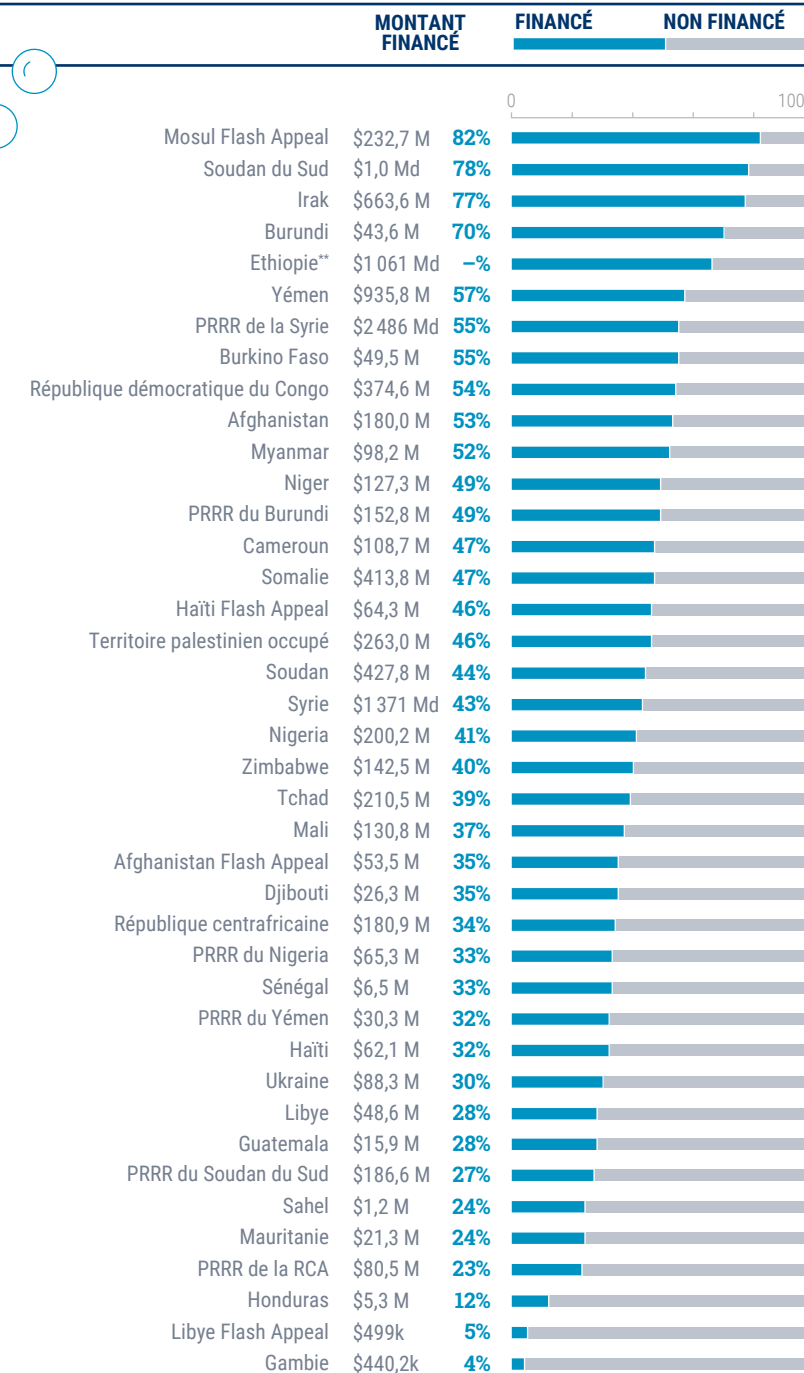
² Les chiffres cités sont ceux de 2016 et attendent la finalisation du HRP pour 2017.

Dans ce document, les chiffres globaux (128,6 millions de personnes dans le besoin, 92,8 millions de personnes devant recevoir une aide, 22,2 milliards de dollars de besoins pour 2017 et 22,1 milliards de dollars de besoins pour 2016) n'incluent pas les chapitres de pays RRP couverts dans les HRP correspondants.

Mise à jour des financements de 2016

\$22,1 milliards
total des besoins
52%
couverts

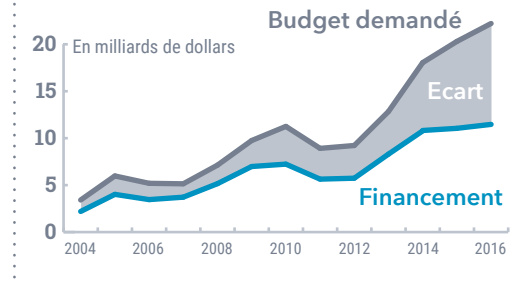
\$11,4 milliards
financés
\$10,7 milliards
de besoins non couverts



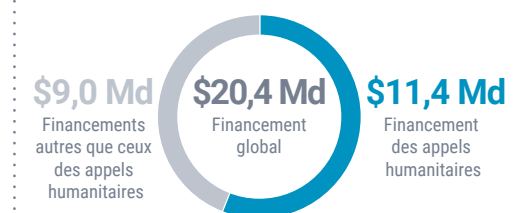
** Ce chiffre inclut tous les financements humanitaires à l'Ethiopie en 2016, y compris les contributions du Gouvernement éthiopien. Les partenaires humanitaires en Ethiopie ont un plan conjoint avec le gouvernement – le Document des besoins humanitaires de 2016, HRD. Les rapports de pays indiquent un niveau de financement de 1,061 milliard de dollars sur un total des besoins de 1,6 milliard de dollars du HRD, soit 66 % des besoins. Ces données ne sont toutefois pas comparables aux financements suivis par le FTS.

Toutes les données financières sont continuellement mises à jour fts.unocha.org. Les chiffres reflètent les rapports au 30 novembre 2016. Les dollars dans ce document sont indiqués sous le sigle de dollars.

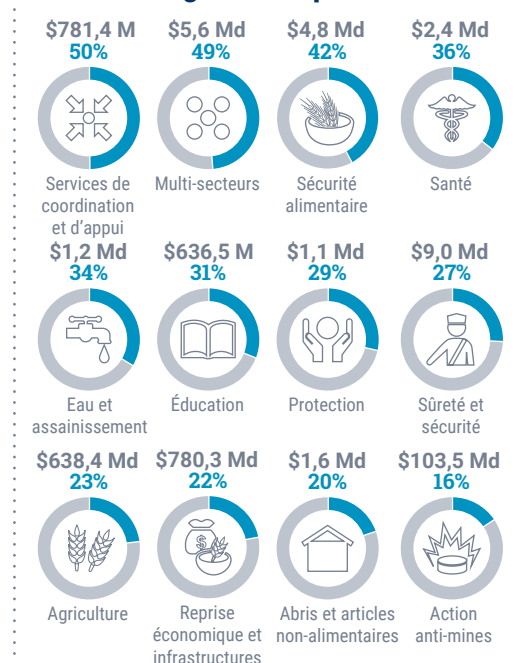
Tendance des financements 2004-2016



Financement humanitaire global dans le monde en 2016



Total des Besoins des Appels en 2016 & Pourcentage financé par secteur***



*** Inclut 2,1 milliards non encore affecté à un secteur

Financement commun en 2016



Vers une planification pluriannuelle

En août 2016, l'Équipe humanitaire pays en RDC a convenu de préparer un plan triennal (2017-2019), axé sur l'amélioration des synergies entre les acteurs humanitaires, du développement et de la stabilisation et du maintien de la paix. Quatre plans actuellement en préparation reflètent cette vision partagée. Il s'agit du Plan cadre des Nations Unies pour le développement (2018-2022), du Plan national stratégique de développement (2017-2021), du Cadre de partenariat-pays de la Banque mondiale (2017-2021) et du nouveau Plan de réponse humanitaire pluriannuel. Les programmes

humanitaires, de développement et de maintien de la paix en RDC sont cartographiés pour donner une vue d'ensemble des opérations en cours et identifier les lacunes que les partenaires pourraient collectivement combler.

Cette harmonisation des plans humanitaires, de développement et pour la paix résulte d'un engagement sans précédent dans le renforcement de l'efficacité de la réponse humanitaire en RDC et de l'offre aux personnes vulnérables de solutions à long terme. De nouvelles pratiques encourageront une cohérence

plus étroite entre les partenaires humanitaires, du développement et du maintien et de la consolidation de la paix. La planification pluriannuelle vise essentiellement à placer les personnes affectées au cœur de l'agenda humanitaire en fournissant une assistance humanitaire comme jamais auparavant et en consolidant les programmes en les dotant d'un impact durable sur leur vie.

Plusieurs pays ont opté pour la planification pluriannuelle pour promouvoir une réponse humanitaire plus prévisible et assurer une cohérence plus étroite entre les cadres de développement, de consolidation de la paix et humanitaires. Les pays suivants se lancent dans la planification pluriannuelle en 2017 : la RCA, la RDC, la Somalie, le Soudan, les pays du Lac Tchad : Cameroun et Tchad. La planification pluriannuelle de ces pays devrait finalement réduire le besoin d'assistance humanitaire et en transférer progressivement la responsabilité aux autorités et aux partenaires au développement au plan national et local. De même, le Plan régional pour les réfugiés et la résilience (3RP) de la Syrie inclut des appels pour 2017 et 2018.

“Le Sommet Humanitaire Mondial a introduit une nouvelle impulsion dans l'action humanitaire en incitant la communauté humanitaire et les autres acteurs à modifier leurs méthodes de travail pour les adapter à l'environnement opérationnel transformé.”

Nouvelle méthode de travail

Le Sommet humanitaire mondial a introduit une nouvelle impulsion dans l'action humanitaire en incitant la communauté humanitaire et les autres acteurs à modifier leurs méthodes de travail pour les adapter à l'environnement opérationnel transformé. Dans un contexte de

multiplication de crises prolongées, il est largement reconnu que la planification et le financement pluriannuels représentent l'approche la plus adaptée et la plus stratégique. Tout en faisant appel au financement de plans pluriannuels, le *Grand Bargain* a invité à une plus grande

transparence, à une plus étroite interaction entre les partenaires et à une complémentarité plus marquée. Les acteurs humanitaires doivent combiner leurs forces pour apporter un soutien optimal à ceux qui en ont besoin tout en veillant à adhérer aux principes de l'action humanitaire.

Avantages de la planification pluriannuelle

La planification pluriannuelle peut renforcer la réponse humanitaire en établissant des objectifs opérationnels plus prévisibles et plus réalistes et en plaçant l'accent sur des résultats durables. Elle assure une complémentarité entre le développement et d'autres cadres.

Pour assurer le succès des Plans de réponse humanitaires (HRP) pluriannuels, la composante développement doit, dans chaque cas, être à la hauteur. Par le ciblage des personnes les plus vulnérables au niveau local, cette approche équilibrée de la planification est destinée à briser le cycle de la dépendance humanitaire et, éventuellement, à permettre un transfert par étapes des cas pris en compte par le HRP pluriannuel dans des cadres de planification du

développement comme le Plan cadre des Nations Unies pour l'aide au développement.

La planification pluriannuelle n'implique pas une présence des plans ou des programmes de développement. Elle encourage la collaboration avec les partenaires au développement et d'autres aux stades de l'analyse et de la planification et elle crée un espace permettant aux partenaires au développement de prendre en compte les causes structurelles et chroniques des besoins humanitaires plus tôt ou aux stades importants. Les plans pluriannuels offrent des cycles plus longs de décision et de mise en œuvre pour la programmation du développement. Ils offrent aux

acteurs du développement plus de possibilités d'interaction avec les acteurs humanitaires et d'extension du calendrier de leur propre planification.

Un financement pluriannuel humanitaire plus prévisible est nécessaire d'urgence si les plans pluriannuels doivent être transformés en actions. Grâce à une meilleure prévisibilité des financements, les partenaires humanitaires pourront répondre avec souplesse, plus rapidement et avec un impact plus marqué dans les environnements d'urgence prolongée.

Localisation: Renforcement des acteurs nationaux

L'un des résultats majeurs du Sommet humanitaire mondial a été l'appel retentissant aux acteurs humanitaires internationaux à renforcer et non pas à remplacer les acteurs locaux et nationaux.

Les engagements pris par les parties prenantes au Sommet illustrent le souhait de profonds changements dans le système humanitaire tout en conservant et en renforçant le respect des principes humanitaires et la préservation d'un espace humanitaire. Les signataires du cadre de travail du *Grand Bargain* sont le fer de lance du changement en s'engageant à

apporter un plus grand soutien et des outils de financement aux intervenants locaux et nationaux et à resserrer la collaboration avec les acteurs locaux.

Une plus grande efficacité de la réponse humanitaire nécessite une complémentarité et un partenariat entre les organisations internationales et les acteurs locaux. Chaque fois que possible, la coordination devrait renforcer les structures existantes et être dirigée par des acteurs nationaux.

Les acteurs locaux, qui sont souvent les partenaires les plus efficaces dans la délivrance d'une assistance opportune, reçoivent actuellement une

très faible partie du soutien financier global à l'assistance humanitaire. Face à cette question, dans le cadre du cadre de travail du *Grand Bargain*, les donateurs se sont engagés à canaliser au moins 25% des financements aux acteurs locaux le plus directement possible d'ici 2020. A la fin du troisième trimestre de 2016, les fonds communs nationaux avaient décaissé 476 millions de dollars, sur lesquels 64% du montant total à des ONG, dont 18% à des ONG locales.

Consolidation de la résilience dans la réponse à une situation d'urgence: El Niño/La Niña

L'événement El Niño 2015/2016 a pris fin en mai mais son impact sur les personnes et les communautés vulnérables se fera ressentir pendant encore de nombreux mois. Suite aux sécheresses, aux inondations et à des conditions météorologiques exceptionnelles liées à El Niño, 22 pays ont fait appel à l'assistance humanitaire internationale en 2016, sous forme d'une combinaison de HRP, d'appels régionaux et de plans de gouvernements pour un montant total de 5 milliards de dollars. Certains pays commencent à récupérer mais d'autres comme l'Éthiopie, la Somalie, Haïti et certains pays d'Afrique australe, auront besoin d'une assistance humanitaire continue en 2017.

La sécheresse a été un facteur majeur des besoins humanitaires, plongeant plus d'1 million d'enfants dans une malnutrition aiguë sévère rien qu'en Afrique. L'alimentation, l'approvisionnement en eau, l'assainissement et la santé figurent parmi les secteurs les plus vitaux nécessitant un soutien urgent. À l'approche de la fin de l'année 2016, les paysans d'Afrique australe sont en train de préparer les cultures pour l'année prochaine. La réussite de la saison des semences est cruciale pour toute possibilité de récupération de moyens d'existence en 2017.

Les prévisions actuelles indiquent une probabilité d'effets de La Niña de la fin de l'année 2016 au début de

l'année 2017. S'il en est réellement ainsi, les communautés souffrant des effets d'El Niño pourraient se trouver encore plongées dans l'adversité. La préparation, l'intervention précoce et l'investissement dans la résilience climatique sont des instruments essentiels pour empêcher El Niño et La Niña d'évoluer en catastrophes. Les Envoyés spéciaux du Secrétaire général sur El Niño et le climat sont en train d'élaborer un « Plan d'action » dans chacun de ces deux domaines.

directe de la sécheresse. Cette situation augmente les maladies liées à la sécheresse puisque les personnes sont obligées de boire de l'eau provenant de sources d'eau non protégées; et la diminution de soins médicaux et de l'adhésion aux protocoles de traitement du VIH/tuberculose du fait de la disparition des cliniques et des hôpitaux et que les ménages affectés priorisent la nourriture sur les soins de santé.

La sécheresse a affecté de manière disproportionnée les femmes et les enfants en exacerbant les menaces pour la protection et les vulnérabilités actuelles et en créant de nouvelles telles que : l'exposition accrue à des animaux sauvages et à la violence sexuelle quand il vont chercher de l'eau ou des aliments sauvages ; l'exploitation sexuelle, en particulier l'échange de faveurs sexuelles contre de la nourriture, de l'argent et de l'eau ; et le décrochage scolaire des enfants en raison du manque d'eau et de nourriture, du travail des enfants ou des mariages précoces. Au Malawi, par exemple, la sécheresse a affecté 42% des écoles primaires en forçant plus de 137 000 enfants à mettre fin à leur éducation.

La crise intervient sur un fond de pauvreté et de vulnérabilités généralisées. À titre d'exemple, dans plus de la moitié des pays affectés, la prévalence du retard de croissance chez les jeunes enfants est supérieure à 30%.

L'impact de la sécheresse induite par El Niño en Afrique australe est exacerbé davantage par la faiblesse des prix des produits de base, les taux de change défavorables par rapport au dollar et la lenteur de la croissance économique. Au Malawi, le quatrième pays le plus pauvre du monde, le revenu par habitant est effectivement en train de décliner alors que les prix alimentaires ont augmenté de 172% au-dessus de la moyenne des cinq dernières années. La fragilité de la situation politique dans plusieurs pays affectés par la sécheresse limite encore davantage leur capacité à répondre effectivement à la crise.

Le 26 juillet 2016, la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) a déclaré une Catastrophe régionale de sécheresse et lancé un Appel régional à un soutien humanitaire et à la récupération. En réponse à l'Appel de la SADC, les partenaires humanitaires ont lancé le Plan d'action du RIASCO qui a été révisé à la lumière des données de la nouvelle évaluation. La révision cherche à mobiliser 1,3 milliards de dollars pour prendre en compte les besoins de 13,6 millions de personnes dans sept pays prioritaires entre décembre 2016 et avril 2017. Environ 800 millions de dollars ont été levés à ce jour, marquant un déficit de financement de 40%.

Les financements des partenaires au développement internationaux et des gouvernements nationaux ont sauvé des vies, protégé des moyens d'existence et contribué à réduire les souffrances humaines. Les financements reçus ont permis aux partenaires de fournir à 9 millions de personnes en novembre de la nourriture et une assistance en espèces, de traiter 80 000 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère et d'approvisionner en eau saine plus de 600 000 personnes. Plus de 175 000 ménages ont reçu des intrants pour les cultures et le bétail. Les programmes nationaux de protection sociale ont été renforcés et les programmes de transferts monétaires ont été élargis pour stimuler les marchés locaux. Les agences des Nations Unies, les ONG nationales et internationales et la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge (FICR) ont joué un rôle indispensable dans cette réponse.

L'assistance humanitaire est en cours de renforcement dans toute la région. Sous réserve de la disponibilité de ressources, 13 millions de personnes recevront une assistance en janvier et 800 000 foyers (3,1 millions de personnes) recevront un soutien à l'agriculture et aux moyens d'existence entre décembre 2016 et janvier 2017. Au cours des prochains

mois, les partenaires fourniront à quelque 580 000 enfants sévèrement malnutris un traitement vital et des services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène à plus de 4,6 millions d'enfants et à leur famille qui ont vitalement besoin de soutien. Les partenaires humanitaires continueront à aider les pays à assurer l'éducation de 1,9 million d'enfants affectés, à fournir une protection et des soins à plus de 5 millions d'enfants vulnérables et à renforcer et augmenter les programmes sociaux de transferts monétaires.

Sans financements additionnels, les besoins humanitaires vitaux ne pourront pas être satisfaits. Des millions des plus vulnérables ne recevront pas des rations complètes, des centaines de milliers d'enfants risquent de souffrir d'un préjudice irréparable causé par la sous-alimentation et par le décrochage scolaire, les centres de santé ne pourront pas fournir les services les plus essentiels face à l'augmentation des maladies dues à la sécheresse et les pays ne pourront pas reprendre pleinement leur production agricole.

Plan d'Action du Comité Permanent Inter-Organisations Régional (RIASCO)

Sécheresse provoquée par El Niño en Afrique australe

Les effets persistants d'El Niño pendant la saison de plantation 2015/16 ont causé la pire sécheresse depuis 35 ans en Afrique australe. Ils ont contribué à un déficit de production de céréales de 9,3 millions de tonnes et à de graves pénuries d'eau, causant ainsi une

crise humanitaire dans toute l'Afrique australe. Dans les sept pays identifiés par le Comité permanent inter-organisations régional (RIASCO) pour faire l'objet d'une attention prioritaire (Angola, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mozambique, Swaziland et Zimbabwe), 13,6 millions de

personnes ont été ciblées pour bénéficier d'une assistance au sommet de la saison de soudure de janvier à avril. Presque 580 000 enfants ont besoin d'un traitement pour malnutrition aiguë sévère et 3,2 millions ont un accès réduit à une eau potable saine comme conséquence

Planification collaborative pour une réponse optimale: Plans de Réponse Humanitaires

En parlant d'une même voix et en renforçant les principes humanitaires, les acteurs humanitaires peuvent plaider plus efficacement en faveur des personnes vulnérables et demander une plus grande protection et un meilleur accès tout en intervenant plus efficacement auprès des gouvernements et d'autres acteurs. Cette approche est essentielle pour les millions de personnes déplacées, les communautés d'accueil, les réfugiés et les retournés ayant besoin d'un soutien humanitaire. Les Plans de réponse humanitaire (HRP) offrent une plateforme unique aux partenaires humanitaires pour consolider et présenter des plans et des programmes stratégiques collectifs. Depuis leur création en 2013, les HRP guident une action multilatérale consolidée, locale et nationale et, plus important, servent d'outil de collecte de fonds auprès des donateurs pour financer une réponse rapide. Les acteurs humanitaires et les donateurs poursuivent l'objectif commun de répondre efficacement aux besoins des personnes en situation de crise. En tant qu'étape importante vers la meilleure utilisation

possible des rares ressources financières, les HRP évoluent conformément aux engagements du *Grand Bargain*. L'amélioration des approches d'établissement des coûts est renforcée par la transparence du HRP. Les stratégies et les objectifs servent de cadre à la planification et aux financements pluriannuels et à l'amélioration de la cohérence entre les programmes humanitaires et de développement. Les processus de planification courants et prévisibles continuent de permettre aux acteurs locaux de participer à des initiatives coordonnées de réponse humanitaire. Les HRP sont fondés sur des évaluations inclusives, la priorisation des besoins fondée sur des éléments probants, l'analyse et la planification. L'objectif ultime est de recueillir des informations aussi exactes que possible sur les nombreux besoins des femmes, des hommes, des filles et des garçons de manière à planifier l'impact le plus fort possible de la réponse aux besoins humanitaires les plus aigus. Les HRP brossent un tableau complet de tous les besoins financiers et des partenaires intervenant

dans la réponse d'urgence avec un accent particulier sur les priorités les plus urgentes. Cela permet à la communauté des donateurs de cibler efficacement leurs ressources financières. Les HRP sont un point de départ pour la surveillance de la réponse qui accroît la responsabilité à l'égard des populations affectées et des donateurs et qui est régulièrement renforcée à cet effet. L'offre de transferts monétaires et de bons d'alimentation aux individus ou aux ménages pour subvenir à leurs propres besoins d'urgence est de plus en plus intégrée à tous les stades du Cycle des programmes humanitaires. La distribution de transferts monétaires et de bons d'alimentation permet une implication plus importante des bénéficiaires en respectant leur dignité. Grâce à ces différentes dimensions, le processus d'évaluation et de planification humanitaires est axé sur les personnes et les appels matérialisent les ressources financières nécessaires les plus urgentes pour répondre aux besoins des plus vulnérables.

PLANS DE RÉPONSE

Plans de Réponse Humanitaire
Autres Appels
Plans Régionaux de Réponse



Plans de Réponse Humanitaire

Le Cycle des programmes humanitaires est au cœur des engagements pris au Sommet humanitaire mondial de mai 2016. Les Plans de réponse humanitaire 2017 sont priorisés en fonction de la solidité des analyses des contextes de réponse, de l'engagement auprès des partenaires humanitaires nationaux et internationaux à travers les processus de planification, du renforcement des liens avec les cadres de récupération et de développement et, si possible, des plans pluriannuels.

Afghanistan

PERSONNES DANS LE BESOIN	PERSONNES DEVANT RECEVOIR UNE AIDE	BESOINS FINANCIERS (US\$)	VARIATION % PAR RAPPORT À 2016
 9.3M	 5.7M	 \$550.2M	 62%

La situation humanitaire en Afghanistan demeure précaire et les besoins augmentent. Environ 455 000 personnes ont été déplacées par le conflit cette année et 550 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays sont recensées comme vivant en déplacement prolongé dans le pays. Le nombre de retours d'Afghans et de réfugiés du Pakistan est monté en flèche depuis juillet 2016 pour atteindre 560 000 personnes enregistrées au 5 novembre. Plus d'un quart de toutes les provinces enregistre des taux de malnutrition aiguë supérieurs à 15%, bien au-dessus du niveau d'urgence. En 2017, 1,8 million de personnes auront besoin d'un traitement pour malnutrition aiguë. Ce chiffre inclut 1,3 million d'enfants âgés de moins de 5 ans. L'Afghanistan est un pays

sujet à des catastrophes et doté d'une capacité de réaction très limitée : 69 000 personnes ont été affectées en 2016 et 200 000 personnes pourraient l'être en 2017.

Les partenaires humanitaires avaient déjà fourni une assistance humanitaire à plus de 3,2 millions de personnes en septembre 2016, notamment des personnes déplacées par les conflits, des réfugiés et des retournés. En 2016, le financement humanitaire a comblé les déficits des services publics comme les soins de santé basique, notamment les soins post-traumatiques et le traitement de la malnutrition aiguë.

Et pourtant, l'irrégularité des financements a sapé la capacité de réaction des partenaires humanitaires.

Avec plus d'un million de personnes en déplacement, l'Afghanistan est à la limite d'une crise humanitaire. La convergence de personnes déplacées et de retournés à grande échelle dans les centres urbains débordés pèse sur les communautés d'accueil dont la capacité d'absorption et d'élargissement des services essentiels aux nouveaux arrivants est limitée.

En 2017, les conflits, la récurrence de chocs soudains, la dispense limitée de services et la vulnérabilité aiguë résiduelle nécessiteront une action humanitaire continue parallèlement aux stratégies de développement pour briser le cycle de la pauvreté, renforcer la résilience des communautés et réduire la dépendance aux ressources humanitaires.



Fillette déplacée dans son pays avec des camarades dans une tente scolaire sur le site de réinstallation informelle de Police Rah, près de la ville de Herat, en Afghanistan.

Crédit: UNHCR/Jim Huylebroek

Burundi

PERSONNES DANS LE BESOIN	PERSONNES DEVANT RECEVOIR UNE AIDE	BESOINS FINANCIERS (US\$)	VARIATION % PAR RAPPORT À 2016
 3M	 1M	 \$73.7M	 18%

L'impact humanitaire de la crise politique au Burundi continue de s'aggraver. Le nombre de personnes dans le besoin devrait tripler en 2017 en passant d'1,1 million à au moins 3 millions. Les besoins de protection doubleront presque pour passer à 1,8 million de personnes et l'insécurité alimentaire impactera trois fois plus de personnes qu'auparavant en affectant 2,1 millions de personnes en raison de la montée des prix des produits alimentaires, des faibles précipitations lors de la saison agricole de 2016 et de la pauvreté chronique. Le nombre de personnes ayant besoin d'une assistance

sanitaire triplera pour passer de 1,1 million à 3 millions. Les services de base ont souffert du sinistre climat économique et de la diminution des dépenses publiques, une situation aggravée par la suspension par les bailleurs majeurs de leur soutien budgétaire direct.

Les organisations humanitaires ont révisé à la hausse leur réponse aux besoins humanitaires au Burundi malgré les difficultés considérables de financement. En 2016, une assistance alimentaire et nutritionnelle a été dispensée à plus de 736 000 personnes dans le pays, des services

de protection de l'enfance ont été dispensés à 24 460 enfants et des médicaments essentiels distribués à 175 000 bénéficiaires, dont des femmes enceintes et des enfants âgés de moins de 15 ans.

En 2017, il sera crucial d'augmenter la capacité opérationnelle, d'investir dans des évaluations des besoins conjointes et de consacrer la capacité de coordination à répondre à la vulnérabilité accrue des personnes aux prises avec l'impact de la crise qui s'est emparée du Burundi.

Cameroun

PERSONNES DANS LE BESOIN	PERSONNES DEVANT RECEVOIR UNE AIDE	BESOINS FINANCIERS (US\$)	VARIATION % PAR RAPPORT À 2016
 2.9M	 1M	 \$309.6M	 33%

Jusqu'à 3 millions de personnes auront besoin d'assistance humanitaire et de protection au Cameroun en 2017. La violence liée à Boko Haram a déplacé environ 200 000 Camerounais dans le pays et causé un afflux de quelque 74 000 Nigériens dans la région de l'Extrême-Nord. Quelque 274 000 réfugiés centrafricains ont cherché refuge dans les régions de l'Est, de l'Adamaoua et du Nord. Au total, 2,6 millions personnes dans le pays vivent dans une insécurité alimentaire atteignant des niveaux de crise ou d'urgence. La malnutrition aiguë sévère (MAS) atteint le seuil

d'urgence de 2% dans un district de l'Extrême-Nord.

En 2016, les acteurs humanitaires ont assisté 722 000 personnes au Cameroun. Des denrées alimentaires ont été distribuées à 405 000 personnes, des services de santé ont été fournis à 263 000 personnes et un soutien nutritionnel à plus de 100 000 personnes. Malgré un environnement opérationnel dangereux et difficile, cette année, les partenaires humanitaires ont fait bénéficier plus de 266 000 personnes d'une assistance humanitaire dans la région de l'Extrême-Nord. Néanmoins, la menace posée par les

risques explosifs dans cette région continue de faire obstacle à l'accès humanitaire.

Sans financement suffisant, la vie de 288 000 personnes exposées à une grave insécurité alimentaire et de 314 000 filles et garçons âgés de moins de 5 souffrant de malnutrition aiguë sévère et modérée sera mise en péril. De même, des dizaines de milliers d'enfants ne seront pas scolarisés et des centaines de milliers de femmes et d'hommes seront à la merci de la violence, en particulier dans la région de l'Extrême-Nord.

République centrafricaine (RCA)

PERSONNES DANS LE BESOIN	PERSONNES DEVANT RECEVOIR UNE AIDE	BESOINS FINANCIERS (US\$)	VARIATION % PAR RAPPORT À 2016
 2.2M	 1.6M	 \$399.5M	 25%

Presque 40% de la population de la RCA, soit 2,2 millions de personnes, auront besoin d'une assistance humanitaire en 2017. Environ 385 000 personnes restent déplacées à l'intérieur du pays en raison des combats entre éléments armés, des conflits intercommunautaires et de la criminalité. Malgré les progrès politiques, les nouvelles vagues de déplacements, l'absence continue de services sociaux de base et la réticence de 420 681 personnes déplacées à revenir dans leurs communautés d'origine, il incombe toujours aux acteurs humanitaires de fournir une assistance vitale urgente et significative.

En 2016, l'insécurité persistante, les contraintes logistiques et la

chute brutale des financements ont contribué aux défis posés à l'assistance aux plus vulnérables. Plus de 3 000 cas de violence sexuelle ont été rapportés et 13 000 enfants ont été enrôlés dans des forces armées et des groupes armés. Quelque 25% des écoles ne fonctionnaient pas, 40% de la population vivait dans l'insécurité alimentaire et la malnutrition aiguë sévère chez les enfants âgés de moins de 5 ans a dépassé le seuil d'urgence (2%) dans de nombreuses localités. Les partenaires humanitaires ont contenu une éruption de choléra qui aurait pu affecter jusqu'à 1,7 million de personnes; plus de 41 000 enfants déplacés ont eu accès à l'éducation et 617 000 personnes ont été approvisionnées en eau potable.

Le financement des opérations humanitaires sera crucial en 2017. A l'heure actuelle, seulement 30% de la population a accès à une eau saine et 25% des personnes vivent sans installations sanitaires. Les partenaires humanitaires sont souvent les seuls fournisseurs de services de base. Au vu des rapports sur la prolifération d'armes et des risques explosifs dans la totalité des 16 préfectures, menaçant les moyens d'existence et la sécurité, en particulier dans les zones de retour et de réinstallation de réfugiés et de personnes déplacées, les évacuations et la sensibilisation aux risques, à l'échelle nationale, seront d'une grande importance en 2017.



Femmes faisant la queue avec leurs enfants pour recevoir un traitement dans une clinique dans la ville de Bambari, affectée par les conflits, dans la province de la Ouaka, en République centrafricaine.

Crédit: UNICEF

Tchad

PERSONNES DANS LE BESOIN	PERSONNES DEVANT RECEVOIR UNE AIDE	BESOINS FINANCIERS (US\$)	VARIATION % PAR RAPPORT À 2016
 4.6M	 2.7M	 \$588.8M	 9%

L'Équipe humanitaire pays au Tchad s'attend à plus de 4,4 millions de cas humanitaires en 2017. Ce nombre inclut 389 000 réfugiés, en provenance essentiellement de la RCA et du Nigeria, et plus de 105 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays. La situation est particulièrement précaire dans la région du Lac où plus de 250 000 personnes sont affectées par le conflit régional lié à Boko Haram. L'insécurité alimentaire dans toute la ceinture sahélienne du pays affecte 1,8 million de personnes.

En 2016, les acteurs humanitaires au Tchad ont considérablement amélioré la vie de personnes déplacées et

d'autres personnes vulnérables. A titre d'exemple, plus de 130 000 enfants atteints de malnutrition aiguë sévère ont été admis à recevoir des soins thérapeutiques et plus de 600 000 personnes ont reçu une assistance alimentaire. Beaucoup reste à faire pour améliorer la sécurité alimentaire et le statut nutritionnel au Tchad. Le taux national de malnutrition aiguë globale (MAG), actuellement de 11,9%, et le taux de malnutrition aiguë sévère de 2,6% dépassent tous les deux les seuils d'alerte et d'urgence.

L'insuffisance de financement en 2017 entravera les plans de dispense de traitements désespérément

nécessaires à 400 000 filles et garçons malnutris âgés de moins de 5 ans. Des centaines de milliers de femmes et d'hommes affectés par les conflits dans la région du Lac resteront sans assistance ni protection. Plus de 4 millions de personnes souffrant d'insécurité alimentaire au Tchad ne pourront pas subvenir aux besoins de leur famille, en particulier pendant la période de soudure.

République démocratique du Congo (RDC)

PERSONNES DANS LE BESOIN	PERSONNES DEVANT RECEVOIR UNE AIDE	BESOINS FINANCIERS (US\$)	VARIATION % PAR RAPPORT À 2016
 7.3M	 6.7M	 \$748M	 8%

La RDC est en état d'urgence aiguë depuis deux décennies. Au fil des ans, la crise s'est élargie et approfondie, poussant un dixième de la population au point d'avoir des besoins vitaux en 2017.

En 2016, la montée des tensions intercommunautaires, les opérations militaires intensives, les effets du phénomène El-Niño, les épidémies et un afflux soudain de réfugiés sud-soudanais sont venus compliquer davantage les interventions humanitaires en RDC. Dans ce contexte, 3,8 millions de personnes ont reçu une assistance sanitaire, 2,2 millions de personnes une assistance WASH et plus de 710 000 personnes ont reçu un soutien alimentaire et à leurs moyens d'existence au cours des trois premiers trimestres de 2016.

Plus de cinq millions de personnes ont reçu une éducation sur les risques explosifs.

L'actuel Plan de réponse humanitaire de la RDC est un plan pluriannuel allant de 2017 à 2019. Il porte sur des percées stratégiques visant à renforcer la qualité, la rapidité et la responsabilisation de la réponse. Il est fondé sur les nouvelles approches de la programmation de transferts monétaires. Le nombre de personnes affectées en RDC devrait légèrement augmenter pour passer à 7,9 millions en 2017. Ce chiffre inclut 6,2 millions de personnes rendues profondément vulnérables par les conflits et les catastrophes naturelles.

Si un financement ne peut pas être assuré, les services de protection de

1,5 million de personnes pourraient être exposés à des risques, comme les quelque 54 000 victimes de violence physique, les 11 000 victimes de violence sexuelle et sexiste et les 7 500 enfants exposés à un risque de violation de leur protection. En outre, 4,3 millions de personnes seront confrontées à un risque renforcé de morbidité ou de décès par suite de malnutrition (4,1 millions de personnes), de pénurie alimentaire (650 000 personnes) et d'épidémies (58 000 cas). Un financement est nécessaire pour réduire l'impact négatif de restes explosifs de guerre sur les civils, en particulier les enfants qui comptent pour les deux-tiers des victimes.

Djibouti

PERSONNES DANS LE BESOIN	PERSONNES DEVANT RECEVOIR UNE AIDE	BESOINS FINANCIERS (US\$)	VARIATION % PAR RAPPORT À 2016
 289.3k	 245k	 \$43M	 43%

De par la combinaison de sécheresses au cours des deux dernières décennies et de l'impact du récent phénomène El Niño, la situation humanitaire demeure préoccupante à Djibouti. En novembre 2016, la sécheresse était présumée avoir plongé plus 159 000 personnes dans l'insécurité alimentaire. Plus de 130 000 d'entre elles, soit 46%, vivent dans des zones rurales. La malnutrition aiguë devrait également persister à des niveaux élevés avec un taux de malnutrition aiguë globale estimé supérieur à celui de 17,8% rapporté en 2013.

Les agents stressants chroniques comme le manque de services de base d'alimentation en eau,

d'assainissement, d'hygiène (WASH) et de santé, les filets de sécurité des moyens d'existence limités, les prix alimentaires élevés et la pauvreté structurelle ont aggravé la situation humanitaire à Djibouti. La présence de réfugiés et de migrants transitant par le pays augmente la pression dans une situation déjà très tendue. Les partenaires fournissent une assistance vitale sur le terrain. Mais les faibles niveaux de financement limitent leurs efforts et mettent en péril les populations vulnérables. L'absence d'opportunité économique et l'érosion des moyens d'existence exposent à un plus grand risque de travail des enfants.

En 2017, les partenaires humanitaires prévoient d'assister près de 245 000 personnes, notamment les Djiboutiens vivant dans une extrême pauvreté, les réfugiés, les demandeurs d'asile et les migrants. Le Plan de réponse humanitaire (HRP) de 2017 établit la carte d'une assistance vitale dans les secteurs de la sécurité alimentaire, de la nutrition, WASH, de la santé, de la protection et de l'éducation. Le Plan prend également en compte certains besoins en matière de résilience des personnes affectées par les sécheresses.

Ethiopie

PERSONNES DANS LE BESOIN	PERSONNES DEVANT RECEVOIR UNE AIDE	BESOINS FINANCIERS (US\$)	VARIATION % PAR RAPPORT À 2016
 5.6M	 5.6M	 \$895M	 44%

Alors que l'Éthiopie se bat contre les besoins résiduels de la sécheresse causée par El Niño, les précipitations inférieures à la moyenne au sud et à l'est du pays, causées par le dipôle négatif de l'océan Indien et La Niña, ont donné lieu à de nouveaux symptômes de sécheresse. La mort de bétail et des pénuries d'eau sont déjà rapportées dans les zones affectées. En outre, l'éruption de maladies et l'insécurité alimentaire et nutritionnelle persistent dans certaines « poches » du pays.

Le gouvernement et les partenaires humanitaires sont en train d'introduire une nouvelle orientation dans la réponse nationale afin d'y inclure les besoins résiduels et les besoins émergents. Il est prévu que 5,6

millions de personnes auront besoin d'une assistance alimentaire : 1,2 million d'enfants et de mères enceintes et allaitantes auront besoin de suppléments alimentaires ; 9,2 millions de personnes n'auront pas d'eau potable saine et 2,4 millions de foyers auront besoin d'un soutien à leurs moyens d'existence. Les partenaires estiment aussi que 300 000 enfants seront sévèrement malnutris en 2017.

Le gouvernement et les partenaires humanitaires élaborent des plans de réponse sectoriels détaillés qui seront actualisés sur la base des conclusions de l'évaluation en cours. Ces plans se reflèteront dans le Document sur les besoins humanitaires devant être publié en janvier. Ce document aura

trois objectifs stratégiques : sauver des vies et réduire la morbidité causée par les sécheresses ; protéger et rétablir les moyens d'existence et se préparer à répondre à d'autres chocs humanitaires comme les catastrophes naturelles, les conflits et les déplacements de personnes.

En 2016, les affectations généreuses de donateurs et du Gouvernement éthiopien ont permis à la réponse nationale de fournir régulièrement à 10 millions de personnes une assistance alimentaire et à 10 millions de personnes une eau saine et une hygiène publique. L'assistance en semences à 1,5 million de personnes a permis d'épargner presque 1 milliard de dollars sur les dépenses en aide alimentaire pour 2016/2017.

Haïti

PERSONNES DANS LE BESOIN	PERSONNES DEVANT RECEVOIR UNE AIDE	BESOINS FINANCIERS (US\$)	VARIATION % PAR RAPPORT À 2016
 2.5M	 2.2M	 \$370M	 91%

La situation humanitaire en Haïti s’est détériorée en 2016 avec l’ouragan Matthew qui a tragiquement démontré la vulnérabilité du pays à des catastrophes soudaines et fait de l’assistance humanitaire une nécessité pour plus d’1,4 million de personnes. L’impact de l’ouragan se fera ressentir en 2017 où un appui soutenu sera nécessaire, en particulier pour prendre en compte la sécurité alimentaire, les moyens d’existence et la réponse au choléra ainsi que les préoccupations en matière de protection suite aux déplacements causés par l’ouragan.

L’insécurité alimentaire due à El Niño, une nouvelle flambée de cas de choléra (exacerbée par l’ouragan)

et les besoins résiduels de 55 000 personnes affectées par le tremblement de terre d’il y a six ans nécessiteront des efforts engagés. Avec l’afflux continu de retournés de la République dominicaine, jusqu’à 250 000 de ces retournés sont attendus en 2017, il sera procédé à une évaluation exacte des demandes d’assistance vitale. Dans le seul secteur de l’agriculture, les producteurs ont désespérément besoin de semences, d’engrais et de matériel de plantation.

Tout cela survient au moment où le pays lutte pour mettre des centaines de milliers de Haïtiens vivant dans la pauvreté sur la voie du développement en leur donnant accès à la santé,

à l’eau et à l’assainissement, à des logements sûrs et à des possibilités d’assurer leurs moyens d’existence.

Après des années d’incertitude politique, il est à souhaiter que l’élection d’un chef de l’État entraînera des améliorations permettant au gouvernement de se focaliser sur des interventions liées au développement durable, susceptibles de renforcer la résilience des populations aux chocs et de réduire ainsi le risque de crises humanitaires dans ce pays vulnérable aux catastrophes.



Familles irakiennes déplacées par les combats à Shora, à 25 km au sud de Mossoul, arrivant à un checkpoint de l’armée irakienne dans la banlieue nord de Qayyarah.

Crédit: UNHCR/Ivor Prickett



Centre de Jérémie, deux jours après l’ouragan Matthew ayant balayé le pays de pluies intenses et de vents violents le 4 octobre 2016.

Crédit: MINUSTAH/Logan Abassi

Irak

PERSONNES DANS LE BESOIN	PERSONNES DEVANT RECEVOIR UNE AIDE	BESOINS FINANCIERS (US\$)	VARIATION % PAR RAPPORT À 2016
 11M	 5.8M	 \$930M	 8%

Les opérations militaires contre l’Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL) se sont dramatiquement intensifiées en 2016, portant ainsi le nombre de personnes ayant besoin d’une assistance humanitaire à 11 millions à la fin de l’année.

La bataille de Mossoul fait un nombre dévastateur de victimes et il est inévitable que la situation humanitaire s’aggrave considérablement et que le nombre de personnes déplacées augmente largement avec la poursuite de la campagne militaire en 2017. Les civils sont exposés au risque d’être pris entre des tirs croisés et utilisés comme boucliers humains. L’EIIL cible et exécute les familles qui essaient de fuir. La prolongation du siège de

la ville renforcera la menace de faim, les privations, le manque d’assistance médicale et les violations des droits humains.

Dans le reste de l’Irak, la situation humanitaire est extrêmement complexe et l’environnement opérationnel instable. Quelque 1,5 million de personnes déplacées devraient rentrer chez elles en 2017, nombre d’entre elles dans des zones gravement endommagées, jonchées de risques explosifs et sans guère d’infrastructures basiques et d’accès aux services de base. A leur retour chez elles, les personnes précédemment déplacées tentent de désamorcer les restes explosifs de guerre avec les conséquences fatales qui peuvent en

découler. Jusqu’à 3 millions d’autres personnes resteront déplacées dans plus de 3 700 emplacements différents, répartis dans tout le pays. Des millions de personnes sont aux prises avec les énormes conséquences psychologiques, émotionnelles et physiques de la violence.

L’importance stratégique de l’opération humanitaire en Irak ne peut être sous-estimée. En 2017, les partenaires humanitaires fourniront une assistance intensive, principalement aux 5,8 millions de personnes qui en ont le plus besoin. Un financement insuffisant serait catastrophique, donnant lieu à un financement inadéquat pouvant alimenter et saper les efforts de rétablissement de la paix.

Libye



En 2017, la Libye restera en proie aux conflits, à l'insécurité, à l'instabilité politique et à l'effondrement de l'économie. A l'heure actuelle, 1,3 millions de Libyens, de réfugiés, de migrants et de demandeurs d'asile ont besoin d'une assistance humanitaire d'urgence. Les personnes affectées n'ont guère, voire pas du tout, accès à des soins de santé vitaux, aux médicaments essentiels, à une eau potable propre et saine, à des abris et à l'éducation. Pendant ce temps, les mines terrestres, les risques explosifs et la prolifération d'armes légères et de petit calibre freinent la sûreté et la sécurité à Syrte, à Benghazi et dans d'autres endroits dans le pays.

En 2016, malgré un environnement hautement précaire et les financements

très limités, les organisations humanitaires internationales ont pu dispenser une assistance. Au 31 octobre 2016, 300 000 personnes avaient reçu des médicaments et des fournitures médicales dans un pays où 44% des services de santé sont opérationnels ou partiellement opérationnels. De la nourriture a été distribuée à 114 000 bénéficiaires ; des abris, du matériel et des articles non-alimentaires ont été distribués à 56 000 personnes et 53 000 personnes vulnérables ont bénéficié d'activités WASH. Des services de protection de l'enfance et de soutien psychosocial ont été dispensés et des interventions de protection ont été organisées au profit de quelque 75 000 personnes. Jusqu'à 66 000 réfugiés, demandeurs d'asile et migrants ont été assistés.

Le Plan humanitaire pour 2017 est essentiellement axé sur un soutien vital à travers un accès sûr à des services de santé et aux médicaments essentiels et à travers des services sociaux de base comme la nourriture, l'approvisionnement en eau, l'hygiène, l'assainissement, des abris et l'éducation. L'absence de financement aurait pour conséquence de laisser presque 1 million de personnes sans l'assistance humanitaire la plus basique. Sans soutien, 439 000 enfants seront privés de soutien psychosocial, de services communautaires de protection de l'enfance et de réinsertion communautaire pour surmonter le traumatisme causé par la violence sexiste ou autre.

Mali



Au Mali, on estime à 3,7 millions le nombre de personnes qui auront besoin d'une assistance humanitaire en 2017. Trois millions de personnes se trouveront en situation d'insécurité alimentaire et 495 000 d'entre elles en grave insécurité alimentaire. Selon les prévisions, jusqu'à 850 000 personnes auront besoin d'une assistance nutritionnelle dont 142 000 enfants âgés de moins de 5 ans qui devraient souffrir de malnutrition aiguë sévère. Environ 33 000 personnes devraient être déplacées dans le pays. Approximativement 18 000 réfugiés maliens devraient retourner dans le pays en 2017. L'insécurité devrait persister au nord et au centre du pays et faire obstacle à l'accès humanitaire. Des risques explosifs menacent

la vie de milliers de personnes à Gao, à Kidal, à Mopti, à Menaka et à Tombouctou.

Malgré un environnement opérationnel dangereux et difficile, les partenaires humanitaires ont dispensé une assistance à plus de 560 000 personnes en 2016, en assurant un soutien alimentaire et nutritionnel à plus de 306 000 personnes et des soins de santé à 537 000 personnes et en enregistrant et en assistant plus de 559 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays, retournées et à des réfugiés retournés. Des articles non-alimentaires ont été distribués à 5 600 foyers et 177 000 personnes ont eu accès des sources permanentes d'eau potable.

Le faible montant des financements a sapé la capacité de réaction des partenaires humanitaires. Le Plan de réponse humanitaire de 2016 a été faiblement financé et le secteur de la protection n'a reçu que 6% des besoins exprimés. Les opérations aériennes du Services aérien d'aide humanitaire des Nations Unies (UNHAS) pourraient cesser bien qu'elles permettent de desservir de vastes distances en lieu et place de transports routiers non protégés. Si une assistance adéquate n'est pas assurée en 2017, la sécurité et la dignité des personnes vulnérables seront menacées et elles seront exposées à une insécurité alimentaire, à la malnutrition et à la mort.

Myanmar (Birmanie)



Le processus de réforme politique et socioéconomique au Myanmar a pris un nouvel élan avec l'avènement du nouveau gouvernement démocratiquement élu à la fin du mois de mars 2016. La paix et la réconciliation sont la principale priorité du gouvernement.

Malgré des développements positifs, des besoins humanitaires considérables continuent d'affecter les groupes vulnérables au Myanmar. Environ 218 000 personnes déplacées, dont 80% de femmes et d'enfants, sont encore dans des camps ou des situations comparables à celles de camps. Ce chiffre inclut 98 000 personnes dans les États de Kachin

et de Shan, déplacées par la reprise du conflit armé en 2011 qui continue à en déplacer encore, et environ 120 000 autres dans l'État de Rakhine, déplacées par suite de la violence ayant éclaté en 2012. De plus, un nombre non vérifié de personnes dans le pays n'ont pas accès à des services et continuent d'avoir besoin de protection et d'assistance. A cela s'ajoute le fait que les populations du Myanmar restent hautement vulnérables aux catastrophes naturelles comme les cyclones, les tempêtes tropicales et les tremblements de terre. Le Myanmar est l'un des pays d'Asie les plus exposés à des catastrophes. Il est crucial de renforcer la résilience des

moyens d'existence en milieu rural et la production alimentaire locale.

Le Plan de réponse humanitaire 2017 s'inscrit dans un engagement plus large des Nations Unies et des partenaires garantissant que toutes les personnes affectées par des conflits, la violence, l'insécurité et les catastrophes naturelles puissent avoir accès à la protection et à l'assistance dont elles ont besoin, notamment à une protection contre la violence sexiste. Un accent particulier est placé sur les personnes vulnérables comme les femmes et les enfants, les malades, les personnes âgées et les personnes handicapées.

Niger



Approximativement 1,9 million de personnes au Niger auront besoin d'une assistance humanitaire en 2017, notamment 1,5 million dans le secteur de la nutrition et 1,3 million dans le secteur de la sécurité alimentaire. Le pays reste exposé à un risque élevé d'inondation et 100 000 personnes devraient avoir besoin d'une assistance à la récupération de leurs moyens d'existence et d'accès à des services sociaux de base.

En septembre 2016, quelque 302 000 réfugiés nigériens, personnes déplacées et retournés dans la région de Diffa, affectée par Boko Haram, étaient déplacés. Une assistance

alimentaire sera nécessaire pour 340 000 personnes, y compris les communautés d'accueil. Outre les déplacements dus au conflit, on estime que 200 000 migrants ouest-africains et nigériens traverseront la région d'Agadez l'année prochaine, à destination de l'Algérie, de la Libye et de l'Europe.

Entre janvier et octobre 2016, 270 000 enfants ont été traités pour malnutrition aiguë sévère et 317 000 pour malnutrition aiguë modérée. Pendant la même période, plus de 450 000 personnes ont reçu un soutien agricole. Il aurait pu être fait beaucoup plus avec des financements adéquats

: seulement 46% des besoins de financement du Plan de réponse humanitaire pour le Niger ont été satisfaits en 2016 et un déficit de 57% de financement était enregistré pour Diffa le 1er novembre. Sans ressources appropriées en 2017, 250 000 enfants âgés de moins de 5 ans pourraient souffrir de malnutrition aiguë sévère. Environ 1,2 million de personnes resteront sans services d'hygiène ni eau potable et seront donc exposées à un risque élevé de maladies infectieuses et de malnutrition.

Nigeria

PERSONNES DANS LE BESOIN	PERSONNES DEVANT RECEVOIR UNE AIDE	BESOINS FINANCIERS (US\$)	VARIATION % PAR RAPPORT À 2016
 8.5M	 6.9M	 \$1.054Md	 118%

La crise déclenchée par Boko Haram au nord-est du Nigeria ne montre aucun signe de ralentissement et l'escalade de la violence dans d'autres parties du pays nécessite aussi une réponse humanitaire rapide. Il est prévu qu'en 2017, 8,5 millions de personnes dans les États de Borno, d'Adamawa et de Yobe au nord-est du Nigeria auront besoin d'une assistance humanitaire. Il est prévu une situation similaire à la famine affectant 120 000 personnes et 5,1 millions d'autres devraient être exposées à une insécurité alimentaire au milieu de l'année 2017. Le nord-est du Nigeria traverse une grave crise en matière de protection, d'alimentation et de sécurité nutritionnelle.

Entretemps, 42% des structures de santé ont été totalement détruites. En 2017, un appui à la protection sera organisé pour quelque 6,7 millions de personnes, en particulier celles vivant dans les zones nouvellement accessibles dans l'État de Borno ainsi que les femmes et les enfants. Le nombre de personnes ayant besoin d'une assistance alimentaire devrait passer de 3,9 millions en 2016 à 5,8 millions en 2017. Les besoins nutritionnels tripleront presque, passant de 2,5 millions de personnes à 6,7 millions en 2017. Le soutien apporté aux résidents et aux personnes déplacées pour reprendre une production alimentaire et aux retournés pour se réinsérer préviendra

l'aggravation de la crise de la sécurité alimentaire et offrira aux jeunes des alternatives à la migration urbaine et à l'adhésion à des groupes armés.

En 2016, près d'1 million de personnes ont reçu une assistance alimentaire et 1,5 million de personnes ont bénéficié de services nutritionnels. La pleine réalisation du Plan de réponse humanitaire en 2017 signifiera que des millions de personnes, notamment des centaines de milliers d'enfants sévèrement malnutris, recevront l'assistance alimentaire et nutritionnelle dont ils ont désespérément besoin. Quelque 6,5 millions de personnes auront accès à des services de santé devant les protéger de maladies infectieuses.



Frères, sœurs et cousins jouant dans leur maison partiellement détruite dans le quartier de Shejaiya de la ville de Gaza. Quelque 60 enfants et 20 adultes de la même famille vivent dans la maison touchée par une frappe aérienne.

Crédit: UNICEF

Territoires palestiniens occupés

PERSONNES DANS LE BESOIN	PERSONNES DEVANT RECEVOIR UNE AIDE	BESOINS FINANCIERS (US\$)	VARIATION % PAR RAPPORT À 2016
 2M	 1.6M	 \$550M	 4%

Le contexte humanitaire unique des Territoires palestiniens occupés est inextricablement lié à l'impact de l'occupation israélienne, aujourd'hui dans sa 50^{ème} année, et à l'impasse du processus politique.

Approximativement 2 millions de Palestiniens auront besoin d'une assistance humanitaire, essentiellement dans la Bande de Gaza et dans la Zone C de Jérusalem-Est en Cisjordanie. Au moins 1,8 million de Palestiniens sont exposés ou risquent d'être exposés à des conflits et à la violence, à des déplacements, au refus d'accès à des moyens d'existence et à d'autres menaces. L'accès à l'eau et à des soins de santé doit être assuré aux ménages profondément vulnérables

ayant un accès limité, voire aucun accès à ces services essentiels. Les ménages vulnérables ont besoin d'un soutien pour mieux faire face à la combinaison d'une crise humanitaire prolongée et de chocs récurrents, naturels ou du fait de l'homme. Cette dynamique est magnifiée à Gaza, où le blocus instauré depuis dix ans et trois escalades majeures ont dévasté les infrastructures publiques, perturbé la dispense de services de base et aggravé les conditions de vie déjà peu satisfaisantes. La présence de bombes enfouies dans les bâtiments et les installations, tout en nécessitant un enlèvement complexe et long, continue de représenter une lourde menace pour les civils et faire obstacle aux efforts de reconstruction. Plus de 60 000 personnes restent

déplacées en raison du conflit de 2014. Cela compromet leur accès à des services et à des moyens d'existence.

En 2017, la réponse humanitaire priorisera les services de protection et d'accès à des services pour les 1,6 million de Palestiniens les plus vulnérables, en particulier les femmes, les enfants et les personnes âgées, et renforcera les capacités des foyers exposés à faire face aux chocs prolongés et récurrents, en particulier à Gaza.

Les contributions au Plan de réponse humanitaire pour les territoires palestiniens occupés ont été les moins élevées en pourcentage et en termes absolus ces 11 dernières années.



Nécessité de répondre aux besoins des enfants dans la crise humanitaire en cours dans la partie nord-est du Nigeria.

Crédit: OCHA/Ó. Fagan

Somalie

PERSONNES DANS LE BESOIN	PERSONNES DEVANT RECEVOIR UNE AIDE	BESOINS FINANCIERS (US\$)	VARIATION % PAR RAPPORT À 2016
 5m	 3.9m	 \$864m	 2%

La trajectoire politique de la Somalie n’a pas abouti à l’amélioration de la situation humanitaire. Les vulnérabilités humanitaires augmentent et les niveaux aigus de vulnérabilité restent élevés en raison des conflits, des déplacements, de la faiblesse des services de base, de l’insécurité, de la malnutrition et de la variabilité climatique. Cinq millions de personnes ont besoin d’une assistance humanitaire, notamment plus de 300 000 enfants malnutris. Une grave sécheresse affecte déjà différentes parties du pays et, selon les prévisions, la situation se détériorera davantage en 2017. Quelque 1,1 million de personnes déplacées courent des risques d’expulsions forcées, de discrimination, de violations des droits

des enfants et de violence sexiste. Les réfugiés revenant du Kenya et les nouveaux arrivés fuyant le Yémen pourraient en augmenter le nombre. Les partenaires avaient distribué à 1,6 million de personnes une assistance humanitaire et avaient traité plus de 139 000 enfants âgés de moins de 5 ans pour malnutrition en septembre 2016. Près d’un million de personnes avaient eu temporairement accès à une eau saine, 745 000 personnes avaient reçu des soins de santé 89 000 filles et garçons avaient reçu du matériel didactique. Quarante villages couvrant une zone de 6 millions de mètres carrés ont été touchés et plus de 46 000 personnes ont bénéficié directement de l’enlèvement de mines et de restes explosifs de guerre.

En 2017, les partenaires humanitaires en Somalie prioriseront la sauvegarde des vies, la protection des plus vulnérables, les services de base, le renforcement de la résilience et les solutions durables. Si nous ne répondons pas, 3,9 millions de personnes identifiées pour recevoir une aide dans le cadre de la Réponse humanitaire seront exposées à un risque accru de déplacements, de perte de moyens d’existence et de maladies. Des millions d’entre elles ne pourront pas avoir accès à une eau saine et à des soins de santé primaire et pourraient mourir de maladies évitables. Le manque d’accès à l’éducation augmentera le risque d’enlèvements, d’abus et de recrutement d’enfants dans des forces armées.

Soudan du Sud

PERSONNES DANS LE BESOIN	PERSONNES DEVANT RECEVOIR UNE AIDE	BESOINS FINANCIERS (US\$)	<i>*Ces chiffres sont en cours de mise à jour et devraient augmenter de manière significative. Les chiffres de 2017 seront inclus dans la mise à jour mensuelle de l’Aperçu en 2017</i>
 6.1m	 5.1m	 \$ 1.3Md	

La crise humanitaire s’est aggravée et étendue : plus d’1,8 million de personnes sont déplacées à l’intérieur du pays et plus d’1 million sont des réfugiés. Plus de 200 000 personnes ont cherché refuge dans des sites de protection des civils des Nations Unies. Les civils continuent à être ciblés, exécutés, enlevés et violés. De vastes bandes de terre sont jonchées de risques explosifs qui limitent la liberté de circulation, la dispense de l’aide humanitaire et l’accès à des services. Approximativement 150 risques explosifs sont découverts tous les mois. La faim s’est installée de façon alarmante dans des zones auparavant stables. Les taux de malnutrition dépassent le seuil d’urgence dans sept

des dix États et ont au moins doublé le seuil d’urgence dans deux États. En 2017, la sécurité alimentaire au Soudan du Sud devrait se détériorer à des niveaux sans précédent avec des milliers de personnes exposées à un risque de famine dans les zones touchées par les conflits où les marchés se sont effondrés. La population affaiblie est de plus en plus vulnérable au paludisme, au choléra, à la rougeole et au kala-azar. Les enfants de la plus jeune nation au monde sont exposés à un risque considérable, avec près d’un tiers des écoles endommagées, détruites, occupées ou fermées. Malgré un environnement opérationnel dangereux et difficile, les partenaires humanitaires ont fait bénéficier plus

de 4,2 millions de personnes d’une assistance humanitaire en 2016. L’attention et des financements du monde entier sont nécessaires en 2017 pour augmenter la réponse en Greater Equatoria et au Bahr El Ghazal où les besoins ont dramatiquement augmenté et pour pré-positionner les stocks pendant la saison sèche. Les partenaires humanitaires prioriseront rigoureusement les efforts de réponse en 2017 et s’efforceront d’atteindre les personnes coupées d’une assistance adéquate.

Soudan





PERSONNES DANS LE BESOIN	PERSONNES DEVANT RECEVOIR UNE AIDE	BESOINS FINANCIERS (US\$)	<i>*Ces chiffres sont basés sur le HRP de 2016. L’Équipe humanitaire pays du Soudan travaille sur un plan pluriannuel qui sera publié en 2017</i>
 5.8m	 4.6m	 \$952m	

Le Soudan continue à être exposé à des défis humanitaires complexes en raison de la combinaison d’urgences humanitaires nouvelles et de longue date. Quelque 4,6 millions de personnes vivent dans une insécurité alimentaire et, au Darfour, au moins 82 000 personnes ont été nouvellement déplacées par suite des combats en 2016. Cette situation exerce des pressions sur les ressources et les services dans les camps et dans les communautés accueillant déjà 2 millions de personnes déplacées. Des centaines de milliers de personnes déplacées ont besoin d’une assistance dans les États du Kordofan et du Nil-Bleu affectés par des conflits. Plus de 90 000 Sud-soudanais, notamment quelque 63 000 enfants, ont fui au Soudan en 2016, portant le nombre total

de réfugiés sud-soudanais au Soudan depuis décembre 2013 à plus de 250 000. Près de deux millions d’enfants âgés de moins de 5 ans sont gravement malnutris, notamment dans l’est du pays qui n’est pas affecté par le conflit. En 2016, les partenaires humanitaires au Soudan ont dispensé à plus de 2,9 millions de personnes des services de santé et à plus de 2,8 millions de personnes une assistance humanitaire. Plus de 142 000 enfants ont reçu un traitement pour la malnutrition aiguë sévère. Mais les insuffisances de financement ont de graves conséquences dans la mesure où les partenaires humanitaires, les ONG en particulier, ont réduit leurs opérations dans plusieurs zones. Un exemple en

est la fermeture de cliniques de santé au Darfour qui a privé des milliers de personnes de services de soins de santé primaire. En 2017, les partenaires humanitaires prioriseront l’assistance humanitaire vitale tout en prenant en compte les besoins humanitaires de longue date dans le cadre d’un Plan de réponse humanitaire pluriannuel. Une programmation complémentaire du développement sera renforcée dans les zones exposées de longue date à des déplacements et où la malnutrition et l’insécurité alimentaire sont généralisées. Cela contribuera à l’amorce d’une récupération à long terme des personnes et des communautés affectées.

Syrie (Ces chiffres sont des estimations dans l’attente de la finalisation du HRP 2017)

PERSONNES DANS LE BESOIN	PERSONNES DEVANT RECEVOIR UNE AIDE	BESOINS FINANCIERS (US\$)	VARIATION % PAR RAPPORT À 2016
 13.5m	 12.8m	 \$3.4Md	 6%

Les civils continuent à porter le poids du conflit qui entre dans sa sixième année et qui est marqué par des souffrances inégalées, des destructions et le mépris de la vie humaine. Quelque 13,5 millions de personnes ont besoin d’une assistance humanitaire, notamment 4,9 millions de personnes prises au piège et exposées à des menaces pour leur protection sans précédent dans les régions assiégées et difficiles d’accès. L’insécurité alimentaire affecte plus de 6 millions de personnes et la contamination de risques explosifs continue de compromettre la sécurité des personnes. Plus de la moitié de la population a été forcée de fuir, dont notamment 6,3

millions de personnes déplacées et 4,8 millions de réfugiés, de nombreuses personnes ont été déplacées plusieurs fois. Des enfants et des jeunes, dont des millions n’ont jamais connu la paix avec notamment 1,75 million d’enfants non scolarisés, représentent plus de la moitié de la population déplacée et la moitié des personnes ayant besoin d’une assistance humanitaire. Les parties au conflit continuent de violer le droit international humanitaire et le droit international en matière des droits de la personne. En 2016, les acteurs humanitaires ont adopté l’approche *Whole of Syria* pour élargir la ligne de de sauvegarde à des millions de personnes. Une assistance alimentaire a été distribuée à 6 millions de personnes tous les

mois ; plus de 4 millions de personnes ont reçu des articles ménagers essentiels ; plus de 7 millions ont suivi des procédures médicales et plus de 7 millions ont été traitées ; plus de 8 millions ont bénéficié de services WASH et plus d’1 million d’enfants ont eu accès à une éducation. En 2017, les besoins de protection et humanitaires devraient augmenter considérablement si les hostilités se poursuivent. D’autres déplacements et l’aggravation des conditions socioéconomiques devraient faire obstacle aux améliorations des infrastructures sociales et aux moyens d’existence possibles. Dans ce climat, des millions de familles continueront de dépendre des secours humanitaires pour répondre à leurs besoins de base.

Ukraine

PERSONNES DANS LE BESOIN	PERSONNES DEVANT RECEVOIR UNE AIDE	BESOINS FINANCIERS (US\$)	VARIATION % PAR RAPPORT À 2016
 3.8M	 2.6M	 \$214M	 28%

Sans solution politique en vue, le conflit prolongé sur la « ligne de contact » et ailleurs dans l'est de l'Ukraine se poursuit sans faiblir. Répondre aux besoins humanitaires, de relèvement précoce et de développement reste une priorité en 2017. Les personnes directement impactées par la violence et les communautés qui accueillent des personnes déplacées continueront de nécessiter une assistance humanitaire.

Malgré le faible niveau de financement en 2016, les partenaires humanitaires ont dispensé une assistance vitale nécessaire dans des endroits difficiles d'accès, notamment les zones non contrôlées par le gouvernement, en usant de différentes modalités allant

de la mise en œuvre directe à la gestion à distance. Dans ces seules zones, les partenaires ont fourni une assistance alimentaire à plus de 330 000 personnes, un soutien sanitaire à quelque 270 000, des abris/articles non alimentaires à quelque 60 000 et un accès à une eau saine à 1,6 million de personnes vulnérables. Les activités liées à la protection ont touché 130 000 personnes. Une assistance en espèces polyvalente a bénéficié à quelque 150 000 personnes. D'autres initiatives de transferts monétaires et de bons d'alimentation ont été priorisées dans les clusters. Mais la faiblesse des financements a causé des retards majeurs, des interruptions et même l'abandon d'activités cruciales comme

les cliniques mobiles dans les zones difficiles d'accès.

En 2017, tout en insistant en priorité sur les activités vitales et la protection des civils dans les zones de concentration des besoins, en particulier le long de la ligne de contact, le Plan de réponse humanitaire s'attellera aussi à renforcer la nécessité de créer des moyens d'existence possibles. Il assurera une cohérence entre les actions humanitaires, de récupération et de développement dans une approche destinée à contribuer à des solutions durables, renforcer la résilience des communautés et la fourniture de services, renforcer les mécanismes de défense et éviter les retours à risque.

Yémen

PERSONNES DANS LE BESOIN	PERSONNES DEVANT RECEVOIR UNE AIDE	BESOINS FINANCIERS (US\$)	VARIATION % PAR RAPPORT À 2016
 18.8M	 10.3M	 \$1.9Md	 16%

Avec un conflit en cours, un processus de paix bloqué et un blocus économique, le Yémen est aux prises avec une longue crise politique, humanitaire et de développement. Des urgences récurrentes sont attendues. La violence contre les civils et les objets civils cause des souffrances indicibles. Les structures sanitaires ont fait rapport de 7 070 personnes tuées et de 36 818 personnes blessées par le conflit. Au moins 18,7 millions de personnes, notamment 2,1 millions de personnes déplacées, ont besoin d'une assistance humanitaire. A l'heure actuelle, 14,1 millions de personnes vivent dans une insécurité alimentaire ou sont malnutris. Sept millions d'entre elles vivent une situation d'insécurité alimentaire

aiguë. Environ 3,3 millions d'enfants et de femmes enceintes ou allaitantes sont gravement malnutris. Avec seulement 45% des centres de santé fonctionnels à cause du conflit et la disponibilité limitée de médicaments, la capacité du système de santé à répondre à une éruption de choléra est dangereusement compromise.

Le plan de réponse de 2017 priorisera 9,9 millions de personnes en grand besoin dans tous les secteurs. L'assistance alimentaire et agricole sera cruciale pour sauver des vies et les moyens d'existence dans tout le Yémen. La majorité des programmes comprendront des activités vitales immédiates : assistance alimentaire d'urgence, soins de santé, eau potable, assainissement, abris d'urgence et

articles non-alimentaires. De plus, des milliers d'Éthiopiens et de Somaliens en détresse auront besoin d'une assistance destinée à accompagner leur retour volontaire dans leur pays d'origine.

Malgré l'insécurité, les dommages subis par les infrastructures vitales, une économie en baisse, des restrictions d'accès et le quasi effondrement du système bancaire, le financement des organisations humanitaires leur a permis d'assister plus de 4,6 millions de personnes jusqu'en août 2016. Quelques 96 organisations humanitaires interviennent au Yémen dans cinq centres opérationnels répartis dans le pays, avec l'appui de Djibouti, de la Jordanie et de l'Arabie saoudite.



Autres Appels

Ces plans de réponse humanitaire pour 2017 sont alignés sur les cadres de résilience et de développement.

Burkina Faso

PERSONNES DANS LE BESOIN	PERSONNES DEVANT RECEVOIR UNE AIDE	BESOINS FINANCIERS (US\$)	VARIATION % PAR RAPPORT À 2016
 860.6k	 477.8k	 \$61.1M	 33%

Au Burkina Faso, la faible productivité agricole, l'accès limité aux services de base, l'inadéquation de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement et les pratiques inappropriées en matière d'alimentation et d'hygiène viennent s'ajouter aux besoins humanitaires considérables. En 2017, la malnutrition affectera 621 582 enfants

dont 188 170 risquent de souffrir de malnutrition aiguë sévère. Plus de 32 000 réfugiés maliens au Burkina Faso resteront lourdement dépendants de l'aide internationale en matière de distribution alimentaire, de protection, d'éducation, de santé, d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Le pays s'est avéré hautement vulnérable aux sécheresses,

aux inondations, aux épidémies et aux conflits intercommunautaires.

Pour mieux prendre en compte les causes profondes de la vulnérabilité, la stratégie de réponse de 2017 vise à garantir que l'action humanitaire au Burkina Faso serve de pierre angulaire au renforcement de la résilience et au développement.

Mauritanie

PERSONNES DANS LE BESOIN	PERSONNES DEVANT RECEVOIR UNE AIDE	BESOINS FINANCIERS (US\$)	VARIATION % PAR RAPPORT À 2016
 539.0k	 416.0k	 \$74.5M	 16%

En 2017, 539 000 personnes auront besoin d'une aide humanitaire. On estime à 493 000 le nombre de Mauritaniens qui seront confrontés à une insécurité alimentaire. Sept des 13 régions du pays risquent de franchir les seuils d'urgence en matière de malnutrition, dont 165 000 enfants et femmes enceintes et allaitantes nécessitant une assistance nutritionnelle. Les membres les plus vulnérables de la population sont particulièrement exposés à des violations des droits humains.

46 000 réfugiés maliens comptent parmi les personnes nécessitant une assistance humanitaire. Ils ont peu d'espoir de retourner dans leur pays en 2017. Les populations d'accueil partageant déjà leurs maigres ressources en eau, en terres et en services de base avec les réfugiés auront également besoin de soutien. En 2016, 8 000 Mauritaniens se sont désinscrits de leur camp et sont retournés dans leurs anciens villages. Ici, leur présence pourrait aggraver davantage les pressions existantes et alimenter les tensions. L'insuffisance de personnel et de

services médicaux a considérablement limité la réponse aux besoins et urgences aigus. La couverture vaccinale est bien en-deçà des objectifs et pose de graves préoccupations concernant la santé des mères et des enfants. Reconnaisant le caractère chronique des besoins et dans le but de «mettre fin aux besoins plutôt que fournir de l'aide», comme convenu au Sommet humanitaire mondial, l'action humanitaire en Mauritanie œuvrera en étroite synergie avec les objectifs de développement à long terme.

Sénégal

PERSONNES DANS LE BESOIN	PERSONNES DEVANT RECEVOIR UNE AIDE	BESOINS FINANCIERS (US\$)	VARIATION % PAR RAPPORT À 2016
 881.0k	 379.1k	 \$15.8M	 21%

En 2017, le nord et l'est du Sénégal continueront à avoir des besoins humanitaires en raison de vulnérabilités, de pics saisonniers et de chocs climatiques chroniques et les taux de malnutrition devraient atteindre ou dépasser les seuils d'urgence. Pendant la saison de soudure, plus de 900 000 personnes à Matam, à Tambacounda, à Saint-Louis, à Kaffrine et

à Louga devraient être plongées dans une insécurité alimentaire à un niveau de crise. Les taux de malnutrition dans ces régions excèdent régulièrement le seuil d'urgence. Dans les régions de Matam, de Louga, de Saint-Louis, de Tambacounda et de Diourbel, plus de 43 000 enfants souffriront de malnutrition aiguë sévère.

Pour renforcer la résilience des communautés et prendre en compte les causes des vulnérabilités chroniques au Sénégal, les acteurs humanitaires et du développement renforcent progressivement leur collaboration par des activités de programmation et de réciprocité synergisées.



Plans Régionaux de Réponse

Les Plans régionaux de réponse pour les réfugiés regroupent tous les partenaires répondant aux urgences spécifiques des réfugiés qui ont un impact régional. En 2017, les Plans régionaux de réponse pour les réfugiés porteront sur la réponse aux situations de réfugiés causées par les crises au Burundi, au Nigeria, au Soudan du Sud et en Syrie dans 16 pays affectés.

Plan Régional de Réponse pour les Réfugiés du Burundi

PERSONNES DANS LE BESOIN	PERSONNES DEVANT RECEVOIR UNE AIDE	BESOINS FINANCIERS (US\$)	VARIATION % PAR RAPPORT À 2016
 534.0k	 534.0k	 \$406.1M	 28%

Plus de 320 000 personnes ont quitté le Burundi pour des pays voisins depuis le début des troubles civils au début de l'année 2015. En l'absence de solution politique, le Burundi suit une tendance à la régression ; le pays se trouve dans un isolement croissant ; de graves atteintes aux droits humains ont été rapportées et l'économie est en déclin. Un flux continu de départs de réfugiés est prévu en 2017.

Le Plan régional de réponse pour les réfugiés du Burundi (RRRP) vise à répondre aux besoins des 534 000 réfugiés estimés en Ouganda, en RDC, au Rwanda et en Tanzanie. Entretemps, au fur et à mesure de l'augmentation des besoins, la capacité d'accueil de Burundais par les pays voisins se réduit.

En 2017, les partenaires du RRRP se concentreront sur les priorités liées à la protection régionale, notamment la protection des enfants, l'appui aux enfants non accompagnés et séparés, la réponse à la violence sexuelle et sexiste et la promotion du caractère civil des camps. La réponse pour les réfugiés soutiendra les systèmes nationaux pour permettre aux réfugiés d'avoir accès à des services de base comme les soins de santé et l'éducation. Les besoins alimentaires pressants des réfugiés seront pris en compte par des distributions et des programmes d'alimentation scolaire visant à réduire la malnutrition et à maintenir la scolarisation des enfants.

Les partenaires soutiendront les nouveaux arrivants en leur fournissant des abris et des articles non-alimentaires. Les travailleurs humanitaires rapportent que certains camps en Tanzanie ont atteint un point de saturation. Le RRRP pour le Burundi vise à augmenter les services aux camps pour les rendre pleinement fonctionnels. L'eau potable saine est une priorité et le renforcement des interventions sanitaires contribuera à atténuer la congestion croissante des camps. Avec le départ continu de réfugiés attendu, il est à souhaiter que de plus importantes possibilités de moyens d'existence pour les réfugiés renforceront l'autosuffisance qui, à son tour, contribuera à une coexistence pacifique avec les communautés d'accueil.

Plan Régional de Réponse pour les Réfugiés du Soudan du Sud

PERSONNES DANS LE BESOIN	PERSONNES DEVANT RECEVOIR UNE AIDE	BESOINS FINANCIERS (US\$)	VARIATION % PAR RAPPORT À 2016
 1.9M	 1.9M	 \$1.21Md	 37%

Since July 2016, South Sudan has been afflicted by a conflagration of conflict and massive human rights violations. About 1.8 million South Sudanese people are now internally displaced. Fighting is expected to continue into 2017 and to cause more displacement inside and outside the country. As the conflict enters its fourth year, humanitarian needs will rise due to continued, high levels of food insecurity compounded by economic decline. About 1.2 million South Sudanese people have become refugees, making this the largest refugee movement in Africa.

The 2017 South Sudan Regional Refugee Response Plan (RRRP) aims to meet the minimum needs of an

expected 1.9 million South Sudanese refugees in Uganda, Sudan, Ethiopia, Kenya, DRC and CAR. Pressure on reception capacities in underserved hosting areas triggers tensions shortages of water, shelter, health facilities and education. The strategic direction of the RRRP hinges on preserving access to asylum and enhancing the quality of assistance and protection for South Sudanese refugees.

As 80 per cent of new arrivals are women and children, individual registration and identification of people with specific needs, including separated and unaccompanied children, will be prioritized. Strengthening sexual and gender-

based violence prevention and response and containing global acute malnutrition within international standards will be paramount. In view of past disease outbreaks, decongestion of reception facilities, relocation and sustainable site planning will be combined with robust public health responses including health screening at border and transit points.

Life-saving needs will be met through innovative approaches, including cash-based initiatives, and humanitarians will engage with government and development partners to ensure sustainability of the refugee response.

Plan Régional de Réponse pour les Réfugiés du Nigeria

PERSONNES DANS LE BESOIN	PERSONNES DEVANT RECEVOIR UNE AIDE	BESOINS FINANCIERS (US\$)	VARIATION % PAR RAPPORT À 2016
 443.0k	 443.0k	 \$241.2M	 21%

Le Plan régional de réponse pour les réfugiés du Nigeria (RRRP) de 2017 s'efforcera de répondre aux besoins des 443 000 réfugiés à l'intérieur et à l'extérieur de camps au Cameroun, au Niger et au Tchad et d'y inclure les besoins des communautés d'accueil.

En 2016, les insurgés de Boko Haram, au nord-est du Nigeria, ont été repoussés avec succès par les forces militaires et plusieurs zones d'administration locale (LGA) ont été libérées, permettant aux humanitaires d'avoir accès à quelque 800 000 Nigériens dans le besoin. Les insurgés ont réagi en augmentant leurs attaques meurtrières, essentiellement au Niger et au Cameroun, causant de nombreux

déplacements dans la région de Diffa au Niger et un nouvel afflux de réfugiés au Cameroun. La situation sécuritaire reste imprévisible et rien n'augure d'une solution politique au conflit à l'horizon.

Les partenaires se concentreront sur la consolidation des réalisations de 2016 et mettront en œuvre des activités conformes à la Déclaration d'action d'Abuja, convenu lors du Dialogue sur la protection tenu à Abuja en 2016. Les priorités seront le maintien de l'accès à l'asile, le renforcement de la protection des enfants et, au vu des violations des droits humains dans la région, le renforcement de la surveillance de la protection et de la réponse. Les partenaires assisteront

également les rescapés de violence sexuelle et sexiste et renforceront l'accès à l'éducation et aux services de soins de santé de base et de nutrition. Ils veilleront à la sécurité alimentaire, fourniront des abris et des articles non-alimentaires et déploieront leurs meilleurs efforts pour garantir l'accès à une eau potable saine malgré de graves contraintes naturelles dans la région. La promotion de l'autosuffisance et les activités de renforcement des moyens d'existence, chaque fois que possible, seront une autre priorité pour 2017, dans la mesure où elles inciteront à la coexistence pacifique entre les réfugiés nigériens, les communautés d'accueil et les personnes déplacées à l'intérieur du pays.

Plan Régional pour les Réfugiés et la Résilience de la Syrie

PERSONNES DANS LE BESOIN	PERSONNES DEVANT RECEVOIR UNE AIDE	BESOINS FINANCIERS (US\$)	VARIATION % PAR RAPPORT À 2016
 4.7M	 4.7M	 \$ 4.70Md	 3%

Après six ans de conflit en Syrie, les conditions de vie se détériorent pour les 4,7 millions de réfugiés syriens en Turquie, au Liban, en Jordanie, en Irak et en Egypte. Nombre d'entre eux sont confrontés à des difficultés dans l'accès à une alimentation, à un logement, à des soins de santé et à d'autres services de base comme l'éducation et la liberté de circulation, en raison de la menace de risques explosifs. Ils épuisent leurs économies et leurs ressources et plongent davantage dans la pauvreté.

Les gouvernements et les communautés d'accueil de réfugiés continuent à faire preuve de générosité et de résilience, même s'ils portent le poids des retombées

politiques, économiques, sociales et sécuritaires du conflit. L'afflux de réfugiés dans les pays d'accueil et les pressions exercées sur les services publics pour apporter un soutien à un nombre croissant de personnes vulnérables mettent à rude épreuve les capacités limitées des infrastructures et des services publics, déjà fragiles avant la crise.

Plus de 200 partenaires répondront aux besoins des réfugiés et des communautés d'accueil dans le cadre du Plan régional coordonné pour les réfugiés et la résilience (3RP), une plateforme de partenariat de cinq pays, destinée à protéger et assister plus de 4,7 millions de réfugiés et environ 4,6 millions de membres

de communautés d'accueil tout en renforçant les capacités des services nationaux de délivrance de services.

Malgré les conflits en cours en Syrie et les déplacements continus qu'ils provoquent, de nouvelles arrivées à grande échelle dans les pays d'accueil de réfugiés ne sont pas prévues en raison de la réalité des pratiques d'admission de plus en plus gérées.

Outre l'appel pour 2017, le 3RP comprend un appel pour 2018. Il obéit ainsi à un changement stratégique en faveur d'une approche à plus long terme et plus durable de la planification, du financement et de la mise en œuvre de la réponse.

SAUVER DES VIES GRÂCE À UN FINANCEMENT VITAL

Fonds Central d'Intervention d'Urgence (CERF)
Fonds de Financement Commun pour les Pays (CBPF)
Comment pouvez-vous vous engager en 2017
Service de Surveillance Financière (FTS)

Fonds Central d'Intervention d'Urgence (CERF)

Binta Mahamadou est une mère courageuse qui a fui les combats au nord du Nigeria au début de l'année 2016. Elle était enceinte de huit mois et se retrouvait les mains vides. Suite à des complications de sa grossesse, à son arrivée en toute sécurité au camp de réfugiés, elle a été rapidement admise dans un établissement de santé soutenu par un financement du CERF. Elle se considère aujourd'hui comme une « survivante bénie ». Elle est photographiée ici avec ses vigoureux jumeaux, Mahamadou et Khadija, dans les bras.

Il s'agit simplement de l'une des nombreuses histoires de survie dans lesquelles le CERF, avec les Nations Unies, les ONG et les partenaires locaux, a joué un rôle vital depuis sa première attribution de fonds en 2006. Créé pour être le Fonds global des Nations Unies pour les

urgences devant fournir rapidement des financements aux intervenants humanitaires, le CERF apporte une plus grande cohérence à la réponse aux situations d'urgence. Il affecte des fonds aux activités d'urgence en fonction des besoins identifiés par les partenaires humanitaires à travers des processus de priorisation au niveau des pays et articulés dans les HRP et les Appels éclairs.

En novembre 2016, le CERF avait affecté presque 400 millions de dollars pour la prise en compte d'activités vitales d'urgence dans 45 pays. Cela inclut des financements du CERF dans 23 HRP et Appels éclairs qui sont, dans certains cas, la source la plus importante de financement, couvrant jusqu'à 60% du financement total reçu en réponse à l'appel.

Plus tôt cette année, le Secrétaire général Ban Ki-moon a articulé une

nouvelle vision du CERF, appelant les donateurs à augmenter la cible de financement annuelle du Fonds à 1 milliard d'ici 2018. De nombreux États membres et partenaires humanitaires ont approuvé cette initiative et certains donateurs ont déjà réagi en augmentant leurs engagements financiers à l'égard du CERF. Un CERF d'1 milliard de dollars n'est ni une ambition ni une cible commode. Il représente le minimum absolu pour un monde dans lequel plus de 128 millions de personnes se trouvent actuellement dans un besoin urgent d'assistance humanitaire et où plus de 65 millions de personnes sont obligées de quitter leur foyer. Un CERF puissamment équipé pour s'acquitter de son mandat relève de la responsabilité de tous les États membres et marque une étape dans l'atteinte de notre engagement à ne laisser personne de côté.



Mahamadou et Khadija dans les bras de Binta Mahamadou, camp de réfugiés de Dar es Salaam, région du Lac au Tchad.

Crédit : Cherkaoui/UNICEF

Fonds de Financement Commun pour les Pays (CBPF)

Abdul-Qader, 21 mois, souffre de malnutrition sévère et de graves infections fréquentes occasionnant d'autres complications et un retard de croissance. Sa famille reçoit un soutien pour son traitement médical à travers l'Association Al-bir, une ONG locale intervenant dans les zones assiégées de Homs, en Syrie, en dispensant des services de santé aux bénéficiaires vivant dans des zones non couvertes par les centres de santé publique.

Depuis le début de l'année, le Fonds humanitaire pour la Syrie, un fonds de financement commun de plusieurs pays, géré par OCHA, a fourni quelque 25 millions de dollars à des organismes de secours intervenant en Syrie, notamment 8,5 millions à des ONG nationales comme l'Association Al-bir. Quelque 70% de tous les projets financés par ce Fonds fournissent des services dans des zones difficiles d'accès et assiégées dans le gouvernorat de Homs.

Les CBPF permettent aux gouvernements et aux donateurs privés de grouper leurs contributions pour soutenir des urgences spécifiques. Ils assurent un financement rapide et souple aux intervenants de première ligne dans les situations d'urgence en appui à leurs interventions vitales. Les agences des Nations Unies et les ONG internationales et nationales peuvent toutes bénéficier de leur soutien. Les décisions de financement sont prises sur le terrain avec l'avis des organismes d'aide, des donateurs et des communautés affectées. Ces instruments stratégiques sont alignés sur les Plans de réponse humanitaire spécifiques et viennent compléter d'autres sources de financement comme le CERF et les contributions bilatérales. Les CBPF renforcent le rôle de leadership et de coordination du Coordonnateur humanitaire puisque les allocations de fonds sont inclusives et transparentes, motivées

par les objectifs identifiés et les besoins priorités collectivement.

Utilisés stratégiquement, les CBPF améliorent l'efficacité opérationnelle collective, renforcent la sécurité, protègent les civils, élargissent l'accès humanitaire et renforcent le rôle des ONG locales et des premiers intervenants dans la dispense d'une assistance opportune, coordonnée et de principe. A titre d'exemple, le Fonds humanitaire pour la Turquie, qui soutient les opérations transfrontalières en Syrie, a permis à la communauté humanitaire d'augmenter l'accès dans un environnement très fragmenté, complexe et instable, rendu possible grâce à l'implication d'ONG syriennes au titre des intervenants de première ligne dans la mise en œuvre de projets.

A l'heure actuelle, 17 fonds de financement commun pour les pays sont opérationnels. Au cours des six dernières années, les CBPF ont levé et attribué près de 3 milliards de dollars dans certaines des pires crises dans le monde.

Reconnaissant leur importance stratégique, le Secrétaire général a demandé que 15 pour cent des besoins des HRP soient acheminés à travers les CBPF au cours des prochaines années. A cette échelle, les CBPF seront des outils encore plus rentables pour la fourniture de financements aux organismes d'aide.

Abdul-Qader recevant un traitement médical d'urgence à Homs, en Syrie.

Crédit: OCHA/Ghalia Seifo

COMMENT VOUS ENGAGER EN 2017?



EN FAISANT UNE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Les spécialistes des secours considèrent les contributions financières à des agences d'aide de bonne réputation comme la forme la plus précieuse et la plus efficace de réponse dans les situations humanitaires d'urgence.

Faire un don aux Plans de réponse humanitaires (HRP)

Les donateurs du secteur public et du secteur privé peuvent contribuer aux agences d'aide participant à des Plans de réponse humanitaire.

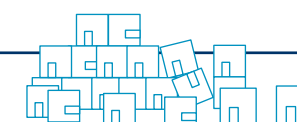
Pour les Plans individuels et une liste de contacts, veuillez consulter le site www.humanitarianresponse.info/en/operations et le site <http://data2.unhcr.org/en/situations>

Faire un don par l'intermédiaire du Fond central d'intervention d'urgence (CERF)

Le Fond central d'intervention d'urgence (CERF) est le moyen le plus rapide et le plus efficace de soutien à une réponse humanitaire rapide. Lors du Sommet humanitaire mondial, le Secrétaire général a demandé que les contributions annuelles totales pour le CERF soient d'un milliard de dollars à partir de 2017. Le CERF offre un financement immédiat à une action humanitaire vitale dès le début des situations d'urgence et pour les crises n'ayant pas recueilli un financement suffisant. Les contributions sont reçues tout au long de l'année, essentiellement des gouvernements mais aussi de sociétés privées, de fondations, d'associations caritatives et d'individus. Veuillez consulter le site <http://www.unocha.org/cerf/donate> pour y contribuer.

Faire un don par l'intermédiaire des Fonds humanitaires communs (CBPF)

Les fonds humanitaires communs (CBPF) offrent aux gouvernements et aux donateurs privés l'occasion de mettre en commun leurs contributions financières pour financer la réponse à une situation d'urgence spécifique. Ils permettent un financement rapide pour renforcer les opérations humanitaires, combler les lacunes vitales et renforcer les partenariats avec les organisations d'aide, notamment les ONG locales et internationales. Le Secrétaire général a fixé qu'un objectif de 15% du financement des Plans de réponse humanitaires soit tiré des CBPF dans les années à venir. Veuillez consulter <http://www.unfoundation.org/how-to-help/donate/support-unherf.html> pour faire un don.



EN FAISANT UN DON DE RESSOURCES ET DE SERVICES EN NATURE

Le Secrétaire général des Nations Unies encourage les sociétés à coordonner leur efforts de réponse avec ceux des Nations Unies afin d'assurer une cohérence avec les priorités et de minimiser les insuffisances et les duplications. Pour faire un don de biens ou de services en nature, veuillez consulter le site www.business.un.org ou écrire à pss@un.org en spécifiant la contribution, notamment le calendrier du don et les conditions y afférent. Les contributions doivent être conformes aux Lignes directrices sur la coopération entre l'ONU et le secteur privé.

Les Nations Unies concluent des accords à titre gracieux avec des sociétés dans le cadre desquels elles fournissent directement des ressources ou des services lors de situations d'urgence. Ces partenariats fonctionnent au mieux s'ils sont établis avant la survenue d'une catastrophe. Veuillez prendre contact avec pss@un.org pour discuter des moyens pour votre société d'établir un partenariat avec les Nations Unies. Les partenariats avec le secteur privé doivent être conformes aux Lignes directrices sur la coopération entre l'ONU et le secteur privé.



EN VOUS ENGAGEANT DANS UN SOUTIEN PUBLIC, UN PLAIDOYER COMMUN ET DES SOLUTIONS INNOVANTES

Les entreprises peuvent:

Soutenir les employés, les familles et les communautés affectées par les catastrophes et les conflits.

Se préparer et répondre aux catastrophes et aux conflits.

Établir un partenariat avec les Nations Unies en vue d'un plaidoyer commun et collaborer avec les intervenants humanitaires pour identifier et partager des solutions innovantes.

Veuillez prendre contact avec pss@un.org ou consulter le site www.unocha.org/themes/partnerships-private-sector pour toute information complémentaire.



EN FAISANT ÉTAT DE VOS CONTRIBUTIONS AU SERVICE DE SURVEILLANCE FINANCIÈRE

Veuillez faire état de vos contributions à fts@un.org ou remplir le formulaire en ligne sur fts.unocha.org



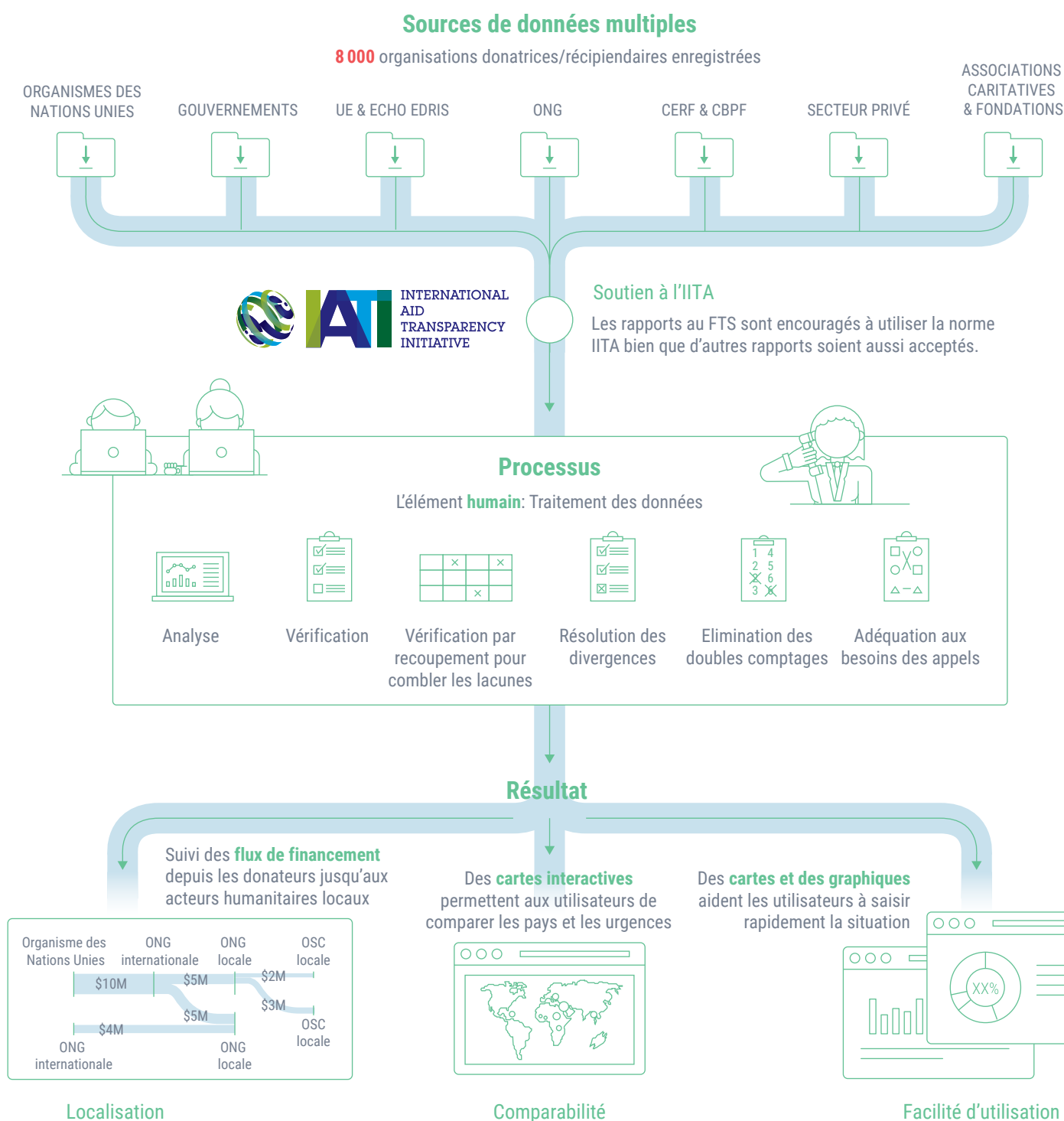
Service de Surveillance Financière
Suivi des flux de l'aide humanitaire



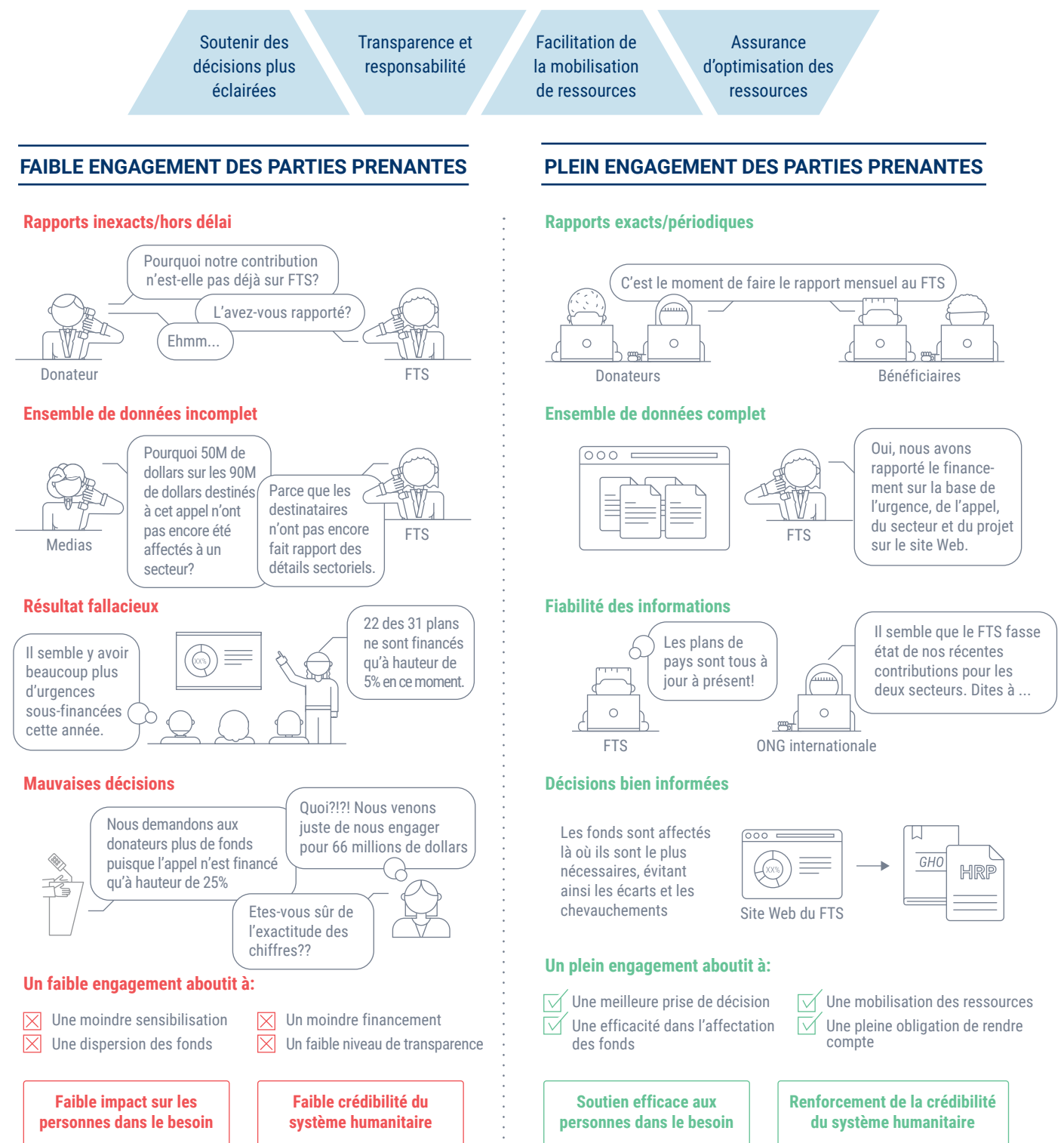
ATOUT STRATÉGIQUE DU SYSTEME HUMANITAIRE

Le FTS, géré par OCHA, est le premier fournisseur de données continuellement mises à jour sur le financement humanitaire mondial et un contributeur majeur à la prise de décision stratégique en faisant ressortir les lacunes et les priorités, contribuant ainsi à l'efficacité et à l'efficience d'une assistance humanitaire fondée sur des principes.

COMMENT FONCTIONNE LE FTS



PRINCIPAUX AVANTAGES DU FTS



VOUS POUVEZ AIDER! CONTRIBUEZ A L'EFFICACITÉ ET À LA TRANSPARENCE DU SYSTEME HUMANITAIRE: RAPPORTEZ SUR FTS!

FTS.UNOCHA.ORG
fts@un.org

“Nous n’avons pas pu produire les ressources nécessaires pour faire face à ces tendances alarmantes, ce qui démontre la nécessité de financements humanitaires plus directs et plus prévisibles.”

- Rapport du Secrétaire Général sur les résultats du
Sommet Humanitaire Mondial



Nations Unies